

Les relations entre le(s) titulaire(s) et/ou mandataire(s) de compte et/ou de coffre (ci-après le(s) « Titulaire(s) » ou le(s) « Mandataire(s) » ou le(s) « Client(s) ») et la Banque de Luxembourg, société anonyme de droit luxembourgeois enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le n° B 5310, n° de sécurité sociale : 1953 2200 019, n° de TVA : LU 105 902 81, BIC (Bank Identifier Code) : BLUXLULL (ci-après la « Banque ») sont régies par les présentes conditions générales (ci-après les « Conditions Générales ») telles que modifiées au fil du temps et par les conventions spéciales, notamment les documents d'ouverture de compte, les mandats, les conventions de conseil et les conventions sur les transactions et consultations à distance, concluent entre la Banque et le Client. Les Conditions Générales et les conventions spéciales déterminent les conditions régissant la fourniture de services par la Banque et les droits et obligations des parties. Ces Conditions Générales sont applicables à l'ensemble des Clients de la Banque, personnes physiques (particuliers, commerçants ou titulaires d'une profession libérale) ou personnes morales.

Il est impératif que les informations contenues dans les présentes Conditions Générales soient examinées préalablement à l'ouverture d'un compte auprès de la Banque. Le cas échéant, les Clients sont invités à solliciter des explications complémentaires si l'un ou l'autre élément figurant dans les présentes Conditions Générales ou se rapportant aux services de la Banque ne leur apparaît pas comme étant pleinement compréhensible.

Glossaire

« **Compte de Paiement** » : un compte qui est détenu au nom d'un ou de plusieurs Clients utilisateurs de services de paiement et qui est utilisé aux fins de l'exécution d'opérations de paiement ;

« **Consommateur** » : toute personne physique qui agit à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale, industrielle, artisanale ou libérale ;

« **Banque en Ligne** » : service électronique offert par la Banque permettant au Client d'avoir un accès internet à son(ses) compte(s) via le site privé en ligne de la Banque ou son application mobile (ci-après « **E-Banking** ») ;

« **Extrait de Compte** » : relevé reprenant le solde et les transactions du compte, ci-après le « Relevé de Compte » ou le « Relevé des Opérations ».

1. Règles de conduite

Conformément à la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et au Règlement (UE) n°600/2014 (la « Réglementation MiFID II »), la Banque observe, dans ses relations avec le Client, des règles de conduite différenciées selon la catégorie dans laquelle le Client est identifié (Client de détail (ci-après « Client privé »), Client professionnel ou Contrepartie éligible). La classification du Client dans l'une de ces catégories s'appliquera pour tous les produits et services acquis ou conclus avec la Banque.

Par défaut, le Client sera traité par la Banque comme **Client privé** et, bénéficiera dès lors, du niveau de protection légale le plus élevé lors de la prestation de services et de l'exercice des activités d'investissement par la Banque. Un Client identifié comme **Client professionnel** ou **Contrepartie éligible** bénéficiera de moins de protection qu'un Client Privé car il est considéré avoir plus de connaissances et d'expérience des services d'investissement et des instruments financiers.

Dans le cas où un Client nouveau ou existant était identifié par la Banque comme un Client d'une catégorie autre que Client privé par application de la Réglementation MiFID II, il sera avisé par la Banque de cette classification et du niveau de protection associé.

Le Client peut, à certaines conditions et selon la procédure définie par la Réglementation MiFID II, à tout moment demander un changement de catégorie et demander à renoncer ou demander à bénéficier d'une partie de la protection offerte par les règles de conduite de la Banque. Cette demande sera prise en compte après analyse positive de la Banque pour ce changement de catégorie. La Banque précisera alors dans quelle mesure la protection accordée au Client est réduite et l'en informera par écrit. Le Client s'engage à tenir à jour les informations qu'il a communiquées à la Banque pouvant impacter sa classification.

2. Informations du Client

2.1. Informations nécessaires à l'entrée en relation et à son maintien

La Banque soumet l'ouverture de compte et l'exécution de toutes opérations à la délivrance de tous documents, pièces justificatives et renseignements qu'elle juge nécessaire ou qui sont légalement requis et qui ont trait au statut juridique ou fiscal, au domicile ou siège social et à la situation professionnelle et personnelle du Client. Le Client s'engage à fournir des données exactes à la Banque à première demande, à informer la Banque dans les meilleurs délais de tout changement de ces données et à communiquer à la Banque sur simple demande tout renseignement complémentaire que celle-ci jugerait utile dans le cadre du maintien des relations bancaires et/ou requis par des dispositions légales ou réglementaires.

Le défaut et/ou le refus de communiquer ces données à la Banque est un obstacle à la fourniture de services par la Banque, voire même à une entrée en relation ou au maintien des relations d'affaires avec la Banque.

Dans tous les cas où la Banque le jugera nécessaire, et conformément aux dispositions légales en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, il pourra être exigé du Client toute information sur le bénéficiaire effectif d'une relation d'affaires, d'un compte ou d'une opération.

L'entrée en relation avec la Banque, de même que la réalisation de toute opération requièrent la communication par le Client des données et des documents que la Banque lui indique, concernant notamment :

- pour les personnes physiques : l'identité, le domicile, le numéro d'identification personnel (MiFIR), l'état civil et le régime matrimonial, le cas échéant, les données relatives au mandataire, l'identité du(des) bénéficiaire(s) effectif(s), le numéro d'entreprise et/ou l'immatriculation à l'administration de la T.V.A ainsi que l'Identifiant de l'Entité Juridique (« LEI ») ;
- pour les personnes morales : l'acte constitutif ou la version la plus récente des statuts coordonnés, ainsi que tous actes établissant les pouvoirs des personnes habilitées à les représenter auprès de la Banque, l'identité du(des) bénéficiaire(s) effectif(s), le numéro d'entreprise et, le cas échéant, l'immatriculation à l'administration de la T.V.A ainsi que l'Identifiant de l'Entité Juridique (« LEI »).

Afin de remplir ses obligations réglementaires, la Banque se réserve le droit de demander un « LEI » au nom et pour compte du Client.

En ce qui concerne les Clients de nationalité étrangère, la Banque n'est pas tenue, dans l'examen des documents qui lui sont remis, de procéder à des recherches en droit étranger.

Ces derniers sont tenus d'aviser la Banque des changements qui pourraient survenir dans la législation de leur pays et qui seraient de nature à modifier la manière dont ils sont représentés à l'égard des tiers. En outre, la Banque a le droit de demander aux frais du Client une traduction des documents présentés.

La Banque répond des conséquences résultant de son dol ou d'une faute grave qu'elle aurait commise dans l'enregistrement des données pertinentes qu'elle a demandées. Le Client pour sa part répond de tout préjudice causé par le défaut de transmission des renseignements et/ou documents demandés ou par la communication ou la production de renseignements et/ou documents inexacts. Le Client doit communiquer par écrit à la Banque toute modification aux données et documents qu'il lui a remis, notamment en ce qui concerne les pouvoirs de représentation. La Banque s'efforcera d'en tenir compte le plus rapidement possible.

2.2. Offre de services

La Banque offre différents niveaux de services dont dépend la relation de chaque Client avec la Banque. Un Client pourra bénéficier de plusieurs offres de services dans le panel d'offres notamment décrites ci-après :

Le Client bénéficiant de l'offre **BL-Expert** bénéficie d'une gestion discrétionnaire du portefeuille, avec une optimisation de l'allocation des actifs du portefeuille et des ajustements en continu des investissements.

Le Client bénéficiant de l'offre **BL-Select** bénéficie de propositions d'investissement sur-mesure et d'un conseil¹ structurel au niveau du portefeuille. Les conseils en investissement sont optimisés et ajustés sur l'ensemble des titres par rapport aux objectifs et à la situation personnelle du Client. Une revue périodique de l'allocation d'actifs du portefeuille et un conseil sur les arbitrages nécessaires seront convenus selon la situation personnelle de chaque Client.

Le Client bénéficiant de l'offre **BL-Invest** bénéficie d'un service de conseil² structuré au niveau du portefeuille. La Banque répondra aux demandes du Client et pourra le cas échéant émettre des propositions d'investissement.

Le Client bénéficiant de l'offre **BL-Access** bénéficie d'une convention de dépôt standard et pourra réaliser des transactions sur titres. Le Client n'aura pas accès aux services d'investissement autres que l'exécution et/ou la réception et la transmission d'ordres en exécution simple visées à l'article 12 des présentes Conditions Générales.

Le Client bénéficiant de l'offre **Compte Daily** bénéficie d'une convention de dépôt standard. Il ne pourra pas réaliser de transactions sur titres et n'aura pas accès aux services d'investissement.

2.3. Informations nécessaires à la fourniture de certains services d'investissement

La fourniture au Client privé de certains services d'investissement (de conseil et de gestion) définis par la Réglementation MiFID II, exige l'existence d'une documentation concernant le Client complète et à jour portant sur ses connaissances et son expérience des instruments financiers, et, le cas échéant, sur sa situation personnelle et financière, ainsi que sur sa

¹ Qualifié de « non-indépendant » au sens de la réglementation en vigueur.

² Qualifié de « non-indépendant » au sens de la réglementation en vigueur.

capacité à supporter les pertes et sur ses objectifs d'investissement, y compris son horizon d'investissement ainsi que sa tolérance aux risques collectés par un questionnaire permettant de déterminer le profil d'investisseur du Client (ci-après le « Profil d'Investisseur »). Ces informations permettront d'évaluer le caractère adéquat de chaque transaction, des instruments financiers et/ou le cas échéant, des recommandations de la Banque afin de permettre à la Banque d'agir au mieux des intérêts du Client.

Par ailleurs, l'exécution et/ou la réception et la transmission d'ordres en exécution simple visées à l'article 12 des présentes Conditions Générales exigent l'existence d'une documentation concernant le Client privé complète et à jour portant sur ses connaissances et son expérience des instruments financiers afin d'apprécier le caractère approprié de chaque transaction.

Le Profil d'Investisseur s'entend pour un compte particulier. Si le Client dispose de plusieurs comptes, la Banque pourra déterminer autant de profils qu'il y a de comptes, les objectifs visés par le Client ou les caractéristiques des comptes pouvant varier selon les cas. Si tel est le cas, le Client s'engage à fournir les éléments nécessaires pour qualifier chaque compte comme il se doit.

Si le compte est détenu par plusieurs Clients, Titulaires du compte (ci-après les « Co-Titulaires »), le Profil d'Investisseur sera déterminé, au choix des Co-Titulaires, soit en prenant en compte les connaissances et expériences d'un seul Client désigné en tant que délégué aux investissements (ci-après le « Délégué » pour le compte) soit en prenant en compte les connaissances et expérience les plus faibles entre tous les Co-Titulaires. Dans tous les cas, le Profil d'Investisseur sera également déterminé par la situation personnelle et financière ainsi que la capacité à supporter les pertes et par les objectifs d'investissement y compris l'horizon d'investissement ainsi que la tolérance aux risques déclarés d'un commun accord par les Co-Titulaires.

En cas de désignation d'un Délégué, le Client reconnaît que seul le Délégué pourra demander et recevoir des conseils en investissement de la part de la Banque et que ce Délégué sera considéré agir au nom et pour le compte du Client jusqu'à révocation de la désignation faite.

Le Client s'engage à ce que les données fournies à la Banque, notamment dans le cadre du questionnaire relatif au Profil d'Investisseur du Client, soient actuelles, exactes et complètes. Le Client s'engage à informer la Banque dans les meilleurs délais de tout changement de ces données, à fournir les documents justificatifs nécessaires et à communiquer à la Banque sur simple demande tout renseignement complémentaire qu'elle jugerait utile dans le cadre du maintien des relations bancaires et/ou requis par des dispositions légales ou réglementaires.

Si le Client ne communique pas à la Banque les informations sollicitées ou communique des informations périmées, erronées ou incomplètes, il reconnaît être conscient que la Banque ne pourra garantir l'adéquation des services offerts ou des instruments financiers avec ses besoins ni évaluer le caractère approprié d'une transaction.

Le défaut et/ou le refus de communiquer les informations relatives à ses connaissances et expériences sur les instruments financiers, et sur sa situation financière par le Client à la Banque pourrait constituer un obstacle à la fourniture des services d'investissement ou d'instruments financiers par la Banque voire même à une entrée en relation ou au maintien des relations d'affaires avec la Banque.

La Banque passera les ordres sur la base des informations en sa possession et sur la base du Profil d'Investisseur et de

la stratégie d'investissement communiqués au Client. En cas de nouvelles collectes d'information permettant d'établir un nouveau Profil d'Investisseur, le Client déclare être conscient que celui-ci ne sera opposable à la Banque qu'à partir du moment où le résultat du Profil d'Investisseur sera connu de la Banque et communiqué au Client.

Dans le cadre de la fourniture d'un service d'investissement, la Banque prendra en compte, dans la mesure du possible, le marché cible tel que défini par l'entreprise d'investissement qui a conçu l'instrument financier considéré.

3. Instructions

Les signatures et pouvoirs de signature du/des Titulaire(s), Mandataire(s) ou représentant(s) qui ont été notifiés par écrit à la Banque lors de l'ouverture de compte et/ou en vertu des présentes Conditions Générales demeurent valables pour donner des instructions écrites remises à la Banque ou envoyées par la poste, par télécopie, par voie électronique ou courrier spécial (tel que DHL, TNT, WORLDCOURIER etc.) jusqu'au lendemain de la réception par la Banque d'une révocation écrite et ceci indépendamment de toute inscription ou modification au registre de commerce et des sociétés ou autres publications, sans préjudice de l'exécution des opérations en cours.

Les instructions reçues du/des Titulaire(s) et du/des Mandataire(s) ou représentant(s) sont présumées être données en exécution simple visée à l'article 12 de ces Conditions Générales.

Le Client demande à la Banque d'exécuter au mieux à la suite de leur réception toutes les instructions transmises par téléphone, télécopie ou voie électronique que chacun des Titulaires, Mandataires ou représentants présents ou futurs, dûment autorisés, donnera individuellement à la Banque.

Les instructions reçues du/des Titulaire(s) et du/des Mandataire(s) via le site E-banking de la Banque sont présumées être données en exécution simple visées à l'article 12 des présentes Conditions Générales.

Le Client est conscient qu'à défaut de disposition contraire, les instructions transmises le cas échéant à la Banque après l'heure de « cut off » communiquées par le Client sur support papier, au moyen d'un site Internet ou sous toutes autres formes venues entre la Banque et le Client et/ou les instructions reçues un jour bancaire non ouvré luxembourgeois ne seront réputées reçues que le jour bancaire ouvré luxembourgeois suivant. La Banque peut, sans jamais y être obligée, demander une confirmation de ces instructions.

Elle se réserve le droit de refuser d'exécuter des ordres transmis par voie électronique si elle estime qu'ils ne correspondent pas à ses exigences de sécurité.

En cas de contestation par le Client de la réalité ou du contenu des ordres donnés, et sous réserve de l'article 7 des présentes Conditions Générales, la preuve que l'exécution par la Banque ne correspond pas aux ordres donnés incombera au Client, qui devra rapporter cette preuve selon les règles applicables en droit luxembourgeois.

La Banque se réserve le droit à tout moment, mais de manière exceptionnelle, de ne pas exécuter une instruction du Client, si elle estime qu'elle a des motifs valables de le faire. La Banque peut imputer des frais raisonnables au Client pour tout refus objectivement justifié.

Sous la responsabilité de l'opposant, la Banque peut, sans y être obligée, tenir compte des oppositions extrajudiciaires faites entre ses mains sur les avoirs de son Client et ne pas exécuter les instructions du Client.

Le Client accepte que la Banque n'assume aucune responsabilité hormis pour faute grave, en cas d'erreur de compréhension, d'erreur dans l'identification de l'interlocuteur donnant les instructions ou d'autres erreurs de sa part liées au mode de communication utilisé et pouvant entraîner des dommages ou autres désavantages ou inconvénients pour le Client.

Les Mandataires ou représentants, présents ou futurs, dûment autorisés peuvent accomplir, sous la responsabilité du Client, tous les actes que le Client pourrait accomplir lui-même, notamment retirer les valeurs et instruments financiers déposés, les donner en gage, emprunter, signer ou accepter des effets ou des chèques, donner des instructions d'achat ou de vente au comptant ou à terme, exercer les droits de vote qui sont associés, le cas échéant, à des biens ou avoirs déposés par le Client, sans aucune limitation. Les Mandataires sont expressément autorisés par le Client à signer tout document relatif à la gestion des avoirs et du compte et, bien qu'ils n'aient pas de pouvoir de substitution, ils peuvent signer un mandat de gestion en faveur de la Banque. Ils peuvent également définir les moyens de communication entre eux et la Banque, y compris notamment demander un accès E-Banking au compte et signer les documents et conditions relatifs à ceux-ci. La Banque a les mêmes droits vis-à-vis des Mandataires et représentants que vis-à-vis des Titulaires du compte.

Lorsque le Client donne des instructions à la Banque confirmant ou modifiant un ordre sans mentionner qu'il s'agit d'une confirmation ou d'une modification, la Banque est en droit de considérer cette instruction comme un nouvel ordre s'ajoutant au premier.

Le Client s'engage à informer préalablement la Banque de toute opération qu'il envisage d'initier dont il ne serait pas le bénéficiaire effectif. Dans un tel cas, le Client s'engage à fournir à la Banque tout document demandé par la Banque sur l'identité du bénéficiaire effectif de l'opération.

4. Vérifications en matière de signature(s) et légitimation

Le Client dépose, lors de son entrée en relation avec la Banque, un spécimen de sa signature et, le cas échéant, celle de son et/ou de ses Mandataires. Si le Client modifie ultérieurement sa signature, il en donne sans délai un nouveau spécimen à la Banque. Pour les incapables, cette règle s'applique à leurs représentants légaux et pour les personnes morales, à tous ceux qui ont le pouvoir de les représenter auprès de la Banque.

La Banque compare les signatures manuscrites ou électroniques figurant sur les documents qui lui sont communiqués avec les spécimens déposés auprès d'elle sans être tenue de procéder à un contrôle plus étendu. A défaut du dépôt d'un spécimen de signature, la Banque se réserve le droit de considérer la signature d'un Client sur n'importe quel document émanant de la Banque comme un spécimen de signature.

Sauf en cas de faute grave, la Banque n'est pas responsable des conséquences résultant des falsifications ou abus qu'elle n'aurait pas décelés malgré ses procédures de vérification.

5. Incapacité civile ou décès

L'incapacité civile ou le décès du Client ou de tiers habilités à agir pour son compte doivent être notifiés par écrit à la Banque. **À défaut de notification, et même en cas de publication, la Banque n'assume aucune responsabilité.**

En cas d'incapacité civile ou de décès du Client, les administrateurs provisoires, tuteurs, héritiers, exécuteurs testamentaires et toute autre personne habilitée à représenter le Client incapable/défunt devront prouver leur qualité par les documents appropriés établissant leurs droits. Ainsi, la Banque pourra demander notamment, à sa discrétion, la production d'un acte de notoriété établi par un notaire ou toute autre autorité compétente, d'un « Erbschein », « Grant of Probate », d'une décision de justice, et le cas échéant son exequatur.

Sauf disposition contraire expresse, les mandats et procurations donnés par le Client à la Banque ou à des tiers relatifs aux relations entre la Banque et le Client ne prennent pas fin avec l'incapacité civile ou le décès du Client. Ils restent valables jusqu'au jour bancaire ouvré luxembourgeois suivant la réception par la Banque de leur révocation écrite par le Client ou, en cas d'incapacité ou de décès du Client, par l'un de ses représentants ou héritiers, sans préjudice de l'exécution des opérations en cours.

Conformément à l'article 1939 du Code Civil, après le décès du Client, le Mandataire s'engage à attester par écrit à la Banque avoir informé les héritiers du Client de l'existence du mandat. Le Mandataire s'oblige à indiquer l'identité des héritiers informés à la Banque.

6. Pluralité de Titulaires et compte joint

Lorsque deux ou plusieurs personnes sont Titulaires d'un compte, chacun des Titulaires est investi de la totalité des droits et obligations liés au compte. Entre les Co-Titulaires d'un même compte, il existe une solidarité active pour tous les avoirs et une solidarité passive pour toutes les obligations qui y sont attachées. Chacun des Titulaires dispose de la signature individuelle sauf si un autre pouvoir de signature a été convenu par écrit avec la Banque, et ceci même après la mort de l'un des Titulaires, jusqu'au jour bancaire ouvré luxembourgeois suivant la réception de la révocation écrite par l'un des Titulaires ou par un héritier de l'un d'eux. Or, en cas de décès de l'un des Titulaires, la Banque se réserve le droit de suspendre l'exécution de tout ordre venant du Titulaire survivant pour permettre aux héritiers de prendre attitude afin d'éviter qu'ils soient lésés. A cette fin, la Banque peut exiger la production de tout document établissant la dévolution successorale du Titulaire décédé.

Chacun des Titulaires est autorisé à accomplir, conformément à ses pouvoirs de signature, toutes opérations et à signer tous les documents sans limitation aucune, y compris à signer seul un mandat de gestion ou une convention de conseil en faveur de la Banque ou d'un tiers. Ce faisant, il engage les autres Titulaires solidairement à l'égard de la Banque. Chacun des Titulaires accepte et s'engage à informer les autres Titulaires des investissements effectués et des risques encourus. Lorsqu'un Co-Titulaire décide d'effectuer un investissement qui n'est pas approprié au regard du Profil d'Investisseur défini pour le compte, et ce, malgré l'avertissement donné par la Banque, il s'engage à informer les autres Titulaires de sa décision. Les Mandataires désignés par l'un quelconque des Titulaires engagent également tous les Titulaires.

Sauf convention contraire, la Banque peut valablement créditer sur le compte ouvert au nom de plusieurs Titulaires les valeurs reçues au nom de l'un d'eux seulement.

7. Réclamation du Client

La Banque adresse périodiquement au Client des Relevés des Opérations, des Relevés de Compte ainsi qu'une estimation des avoirs. Les réclamations du Client relatives à l'exécution ou à l'inexécution d'un ordre ainsi que celles relatives aux Relevés de Compte et aux estimations des avoirs doivent être présentées par écrit au plus tard dans les 30 (trente) jours à dater de l'expédition de l'avis correspondant.

Un délai de réclamation plus long, tel que prévu à l'article 9.6. et 9.7.5 des Conditions Générales, prévaut pour certaines opérations de paiement.

À défaut de réclamation dans les délais susmentionnés, les indications reprises dans tout document sont, sauf erreur matérielle manifeste, réputées exactes et approuvées par le Client. Le dommage résultant d'une réclamation tardive est à la charge du Client.

En cas de réclamation le Client peut contacter son conseiller habituel ou introduire une réclamation directement auprès du département Legal, à l'adresse suivante :

Département Legal
14, boulevard Royal
L-2449 Luxembourg
reclamations@bdll.lu

Si la solution proposée par la Banque ne le satisfait pas, le Client peut soumettre sa réclamation par écrit à la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), établie à L-1150 Luxembourg, 283 route d'Arion.

La procédure de traitement des réclamations est disponible sur le site de la Banque de Luxembourg, www.banquedeluxembourg.lu rubrique « Contact » ou sur simple demande.

8. Communications

8.1. Langues de communication

Le Client peut s'adresser à la Banque dans l'une des trois langues suivantes : français, allemand, anglais, nonobstant le fait que des communications pourront avoir lieu dans d'autres langues moyennant prise en charge des frais de traduction éventuels par le Client, à la discrétion de la Banque. A défaut d'existence de contrat et/ou de documentation disponible dans sa langue de préférence choisie à l'ouverture de son compte et sauf instruction contraire du Client, le Client déclare comprendre l'anglais et accepte que la Banque communique avec lui par défaut en anglais.

En cas de litige ou de contestation, la version française de la documentation contractuelle prévaut.

8.2. Modalités des communications

Sans préjudice des préférences d'envoi de sa correspondance mentionnées dans l'ouverture de compte, le Client reconnaît et accepte que la Banque est tenue d'envoyer certaines informations directement au Titulaire du compte et/ou à ses représentants. Le Client décharge la Banque de toute responsabilité à cet égard.

Toute communication de la Banque au Client est réputée valablement effectuée dès qu'elle est envoyée à la dernière adresse indiquée par le Client. En cas de décès de ce dernier, le courrier sera toujours valablement adressé à sa dernière adresse indiquée à la Banque ou à celle de l'un des héritiers. La date figurant sur les registres d'expédition de la Banque ou sur le double conservé par celle-ci est présumée être celle de l'expédition.

Le Client déclare accepter expressément la fourniture d'information via le site web de la Banque, notamment pour la fourniture d'informations qui ne lui sont pas adressées personnellement.

Le Client s'engage à communiquer sans délai à la Banque son changement d'adresse et à fournir à la Banque toute preuve (attestation de résidence, facture...) demandée par la Banque pour attester de ce changement.

La Banque demeure libre, sans jamais y être obligée, de contacter le Client à tout autre endroit où elle pense pouvoir le joindre en utilisant à cet effet le moyen de communication qu'elle jugera approprié.

En cas de pluralité de Titulaires, les communications de la Banque seront valablement effectuées lorsqu'elles auront été adressées à l'un d'entre eux, les Titulaires se donnant à cet effet mutuellement mandat irrévocable.

Lorsqu'une communication est retournée à la Banque avec l'indication que le destinataire est inconnu à l'adresse indiquée ou qu'il n'y habite plus, la Banque est en droit de conserver cette communication dans ses dossiers ainsi que tout le courrier postérieur destiné au Client à la même adresse, sous la responsabilité de ce dernier.

Le Client disposant d'un accès E-Banking lui permettant d'accéder à son compte et de consulter en ligne les relevés mis à disposition par la Banque s'engage à consulter ses comptes au moins une fois par trimestre. A défaut, la Banque lui fera parvenir un relevé estimatif de ses avoirs à ses frais et à l'adresse communiquée dans l'ouverture de compte ou modifiée ultérieurement.

Sur demande expresse du Client ou lorsque l'(les)adresse(s) communiquée(s) par le Client à l'ouverture de son compte ou modifiée(s) ultérieurement ne sont plus valables et que le Client n'a pas communiqué à la Banque une nouvelle adresse pour lui faire suivre son courrier, la Banque peut conserver la correspondance destinée au Client, y compris les rapports et les relevés que la Banque doit lui adresser conformément à la réglementation applicable, jusqu'à la prochaine visite du Client. Le Client qui opte pour faire conserver sa correspondance à la Banque, accepte que les rapports, relevés et tout autre document soient tenus à sa disposition sur support électronique. Le Client obtiendra, lors de sa visite dans les locaux de la Banque ou sur demande expresse, l'ensemble des documents imprimés depuis la date de la dernière demande d'impression. La correspondance ainsi conservée sur support électronique est considérée comme envoyée et reçue par le Client à la date qu'elle porte, c'est-à-dire le jour bancaire ouvré luxembourgeois suivant l'exécution d'une transaction ou la réception de la confirmation de l'exécution de l'ordre par un tiers, également si le Client n'en a peut-être pas pris connaissance en personne et également si cela concerne des rapports, des relevés, des mises en demeure, ou comporte ou se réfère à des délais ou toute autre communication ayant ou pouvant avoir, en cas de non-réaction notamment, des effets défavorables pour le Client ou comporte une modification des présentes Conditions Générales, des tarifs de la Banque ou de toute autre convention entre la Banque et le Client. Toute information que la Banque doit fournir au Client en application des réglementations existantes sera considérée comme ayant été effectuée à la date de la correspondance.

Le Client s'engage à recueillir de manière régulière son courrier. Il reconnaît et accepte que son choix de faire conserver sa correspondance par la Banque et la fréquence de ses visites déterminent la période couverte par les rapports et relevés relatifs à ses avoirs gérés ou non par la Banque. Pour autant, la Banque se réserve le droit, ce que le Client accepte, de lui faire parvenir sa correspondance à la dernière adresse indiquée par le Client.

La correspondance qui n'a pas été retirée pourra être détruite deux ans après la date qu'elle porte. Passé ce délai, le Client pourra en obtenir copie à ses frais à partir des archives de la Banque.

Si le Client ne reçoit pas une communication dans les délais dans lesquels il aurait normalement dû la recevoir, il doit en informer la Banque aussi rapidement que possible.

La Banque se réserve toutefois le droit d'expédier au Client la correspondance conservée auprès d'elle, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire. De même, la Banque se réserve le droit, sans y être obligée vis-à-vis du Client ayant opté pour la conservation de son courrier, de contacter le Client par tout moyen de communication et notamment par courrier postal à la dernière adresse indiquée par le Client au cas où elle le juge opportun ou lorsque cette démarche est imposée ou autorisée par la réglementation applicable.

La Banque ne répond pas des dommages ou autres conséquences qui peuvent être causés par le défaut de la réception ou prise de connaissance par le Client ou de tout tiers des communications de la Banque et/ou toutes autres conséquences pouvant résulter de la prise en compte des instructions du/des Titulaire(s) et/ou du/des Mandataire(s) ou représentant(s) concernant les modes de communication autorisés, l'envoi ou la conservation de son courrier ou l'octroi d'un droit de regard, ainsi que des conséquences pouvant résulter du mode de communication utilisé comme par exemple le téléphone, la télécopie ou la voie électronique ainsi que de la communication ou de l'utilisation d'un identifiant, d'un code, d'un mot de passe ou d'un certificat LuxTrust 'Signing Server' (LuxTrust Scan ou LuxTrust Mobile) dans le cadre notamment des transactions et consultations à distance.

8.3. Rapports et relevés

Relevé des Opérations du compte

La Banque transmet ou met à disposition du Client un Relevé des Opérations reprenant toutes les transactions comptabilisées sur son compte. L'envoi de ces relevés se fait par le moyen de communication choisi par le Client dans la demande d'ouverture de compte, pouvant être modifié ultérieurement et suivant la fréquence choisie expressément par le Client, sans préjudice de ses droits.

Quelle que soit la fréquence demandée par le Client pour l'envoi du Relevé des Opérations, celui-ci peut toujours obtenir sur demande expresse auprès de la Banque la confirmation de l'exécution d'un ordre le premier jour bancaire ouvré luxembourgeois suivant l'exécution d'une transaction ou de la réception de la confirmation de l'exécution de l'ordre par un tiers.

Relevé estimatif des avoirs du compte

Le Client qui détient sur son compte des instruments financiers au sens de la Réglementation MiFID II recevra une fois par trimestre un relevé estimatif des avoirs de son compte ou à toute autre fréquence d'envoi supérieure choisie par le Client au moment de l'ouverture de son compte, ou telle que modifiée ultérieurement.

Rapport de gestion

Le Client pour lequel la Banque offre un service de gestion de portefeuille recevra trimestriellement, un rapport de gestion expliquant notamment la performance du portefeuille et les changements effectués durant la période de référence et comprenant un Relevé des Opérations et un relevé estimatif des avoirs de son compte.

Informations sur les pertes financières dans le cadre du service de gestion

La Banque informera le Client pour lequel la Banque offre un service de gestion de portefeuille, lorsque la valeur totale du portefeuille géré, telle que valorisée dans le dernier rapport de gestion, a baissé de 10 (dix) pourcent, et pour chaque multiple de 10 (dix) pourcent par la suite, au plus tard à la fin du jour ouvrable au cours duquel le seuil a été franchi ou, dans le cas où ce seuil n'a pas été franchi au cours d'un jour ouvrable, à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Rapport de conseil en investissement

Le Client pour lequel la Banque offre un service de conseil en investissement recevra, préalablement à l'exécution de toute transaction effectuée dans le cadre de la convention de conseil, un rapport de conseil en investissement présentant notamment une synthèse des conseils donnés et la manière dont les transactions envisagées répondent ou non à la stratégie d'investissement et au Profil d'Investisseur du Client.

Lorsque le Client transmet son ordre d'investissement en utilisant un moyen de communication à distance ne permettant pas la transmission préalable du rapport de conseil en investissement, le Client accepte de systématiquement recevoir ce rapport sur un support durable dans un délai raisonnable suivant la conclusion de la transaction. Pour chaque transaction, le Client peut néanmoins toujours demander de retarder son exécution afin de recevoir préalablement le rapport de conseil en investissement. Dans ce cas, il en informe expressément la Banque avant de lui transmettre son ordre.

Rapport d'évaluation périodique dans le cadre du service de conseil

Lorsque cela est prévu par une convention particulière, le Client pourra recevoir annuellement un rapport d'évaluation périodique du caractère adéquat du compte par rapport à son Profil d'Investisseur et à sa stratégie d'investissement.

Rapport concernant les coûts et frais associés aux instruments financiers

Lorsque la Banque reçoit une instruction concernant des avoirs gérés en dehors d'un mandat de gestion ou de conseil, le Client recevra avant la transaction une estimation des coûts et frais associés aux instruments financiers et au service d'investissement ou auxiliaire fourni par la Banque, sur base d'une estimation raisonnable.

Le Client recevra annuellement un rapport sur l'ensemble des coûts et frais associés aux instruments financiers et, le cas échéant, au service d'investissement ou auxiliaire fourni par la Banque pendant la période. Le Client pour lequel la Banque offre un service d'investissement recevra une illustration de l'effet cumulatif des coûts sur le rendement.

Le Client pourra demander à tout moment à la Banque plus d'informations sur ces rapports.

Le Client professionnel ou la Contrepartie éligible exempt la Banque de lui donner des informations sur les coûts et frais associés aux instruments financiers, avant la transaction, dans le cadre de l'exécution et/ou la réception et la transmission d'ordres en exécution simple visées à l'article 12 des présentes Conditions Générales.

Relevé de frais relatifs aux services liés aux comptes de paiement

La Banque fournit aux Clients Consommateurs un relevé annuel de tous les frais encourus ainsi que, le cas échéant, des informations concernant les taux d'intérêt pour les services liés à leurs comptes de paiement en conformité avec la directive 2014/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur la comparabilité des frais liés aux comptes de

paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base (la « PAD ») et sa transposition en droit national. Ce relevé est fourni en euro ou dans toute autre monnaie convenue entre le Client Consommateur et la Banque.

Information concernant des instruments financiers à effet de levier ou des transactions impliquant des passifs éventuels

Le Client privé qui détient des positions sur des instruments financiers à effet de levier ou réalise des transactions impliquant des passifs éventuels sera informé par la Banque lorsque la valeur de chaque instrument a baissé de 10 (dix) pourcent par rapport à sa valeur initiale, et pour chaque multiple de 10 (dix) par la suite.

Évaluation du caractère approprié

Lorsque la Banque reçoit une instruction concernant des avoirs gérés en dehors d'un mandat de gestion ou de conseil, la Banque conservera tout avertissement donné au Client privée lorsque l'achat de produit ou de service d'investissement a été évalué comme potentiellement inapproprié pour le Client ou lorsque le Client n'a pas fourni suffisamment d'informations pour permettre à la Banque d'effectuer une évaluation du caractère approprié. La Banque conservera également le fait que le Client ait demandé ou non d'effectuer la transaction malgré l'avertissement et, le cas échéant, le fait que la Banque ait accepté ou non de procéder à la transaction à la demande du Client.

9. Services de paiement

La Banque peut fournir à ses Clients des services de paiement tels que le versement et le retrait d'espèces, l'exécution de virements, d'ordres permanents et de domiciliation de créances, l'exécution d'opérations de paiement par le biais de carte de débit ou de crédit, ainsi que l'émission et/ou l'acquisition d'instruments de paiement.

9.1. Informations sur le bénéficiaire

Aux fins de l'exécution d'un ordre de paiement, le Client s'engage à communiquer à la Banque le numéro de compte du bénéficiaire sous format IBAN ainsi que le code BIC (SWIFT). En ce qui concerne l'exécution d'ordres de paiement pour lesquels le numéro de compte est indiqué sous un format autre que l'IBAN, ou pour lesquels le numéro de compte n'existe pas sous format IBAN, le Client doit fournir à la Banque sous sa seule responsabilité toutes les informations permettant l'identification du compte et de la banque du bénéficiaire.

En cas de différence entre le nom, l'intitulé et le numéro de compte, la Banque ne sera pas responsable si les virements sont effectués en ne prenant en considération que le numéro de compte indiqué. La Banque ne sera pas responsable de la non-exécution ou de la mauvaise exécution du virement si le numéro de compte fourni est inexact. Si le Client demande à récupérer les fonds engagés dans le virement erroné, la Banque pourra imputer des frais de recouvrement au Client, que la demande de recouvrement ait abouti ou pas.

9.2. Autorisation des ordres de paiements

Tout ordre de paiement ne sera exécuté par la Banque que s'il est dûment autorisé par le Client. Un ordre de paiement est réputé autorisé si le Client a donné son consentement sous une forme convenue avec la Banque à l'article 3 des présentes Conditions Générales. Un ordre de paiement peut

être autorisé avant ou après son exécution et peut également être donné par l'intermédiaire du bénéficiaire ou du prestataire de service d'initiation de paiement (prestataire tiers mandaté par le Client pour initier des ordres de paiement sur le compte détenu par le Client auprès de la Banque).

9.3. Heure limite pour la réception des ordres de paiement

Le moment de réception de l'ordre de paiement est le moment où l'ordre de paiement est reçu par la Banque.

Un ordre de paiement est réputé réceptionné le jour bancaire ouvré luxembourgeois suivant lorsque l'ordre de paiement a été reçu un jour bancaire non ouvré luxembourgeois ou après l'heure limite de « cut off ». A défaut d'indication contraire, l'heure limite de « cut off » pour recevoir des ordres de paiement est fixée à 15:00 heures.

Lorsque la Banque convient avec son Client d'un jour particulier pour l'exécution d'un ordre de paiement, le moment de réception sera réputé être ce jour. Au cas où ce jour convenu est un jour bancaire non ouvré à Luxembourg, le moment de la réception est reporté au premier jour bancaire ouvré luxembourgeois suivant.

9.4. Révocation des ordres de paiement

Sauf disposition contraire, le Client ne peut pas révoquer un ordre de paiement une fois qu'il a été reçu par la Banque. Toutefois lorsque le Client et la Banque conviennent que l'exécution d'un ordre de paiement commencera un jour donné ou à l'issue d'une période déterminée ou le jour où le Client a mis les fonds à la disposition de la Banque ou en cas de domiciliation de créances pour lesquelles le Client est le payeur, le Client peut révoquer l'ordre de paiement au plus tard à la fin du jour ouvré bancaire luxembourgeois précédant le jour convenu pour le débit des fonds.

9.5. Exécution des ordres de paiement

Les opérations de paiement effectuées en euros à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Espace Economique Européen, les opérations effectuées à l'intérieur du Luxembourg dans une devise de l'Espace Economique Européen autre que l'euro sans opération de change, ainsi que les opérations avec une seule conversion entre l'euro et une autre devise de l'Espace Economique Européen, lorsque la conversion est effectuée dans l'Etat membre de cette autre devise et que le virement s'effectue en euro, sont exécutées au plus tard à la fin du premier jour ouvré bancaire luxembourgeois à compter de leur réception. Ce délai est prolongé d'un jour supplémentaire lorsque l'ordre de paiement est transmis à la Banque sur support papier.

Les autres opérations de paiement effectuées à l'intérieur de l'Espace Economique Européen sont exécutées au plus tard dans les 4 (quatre) jours ouvrés bancaires luxembourgeois à compter de leur réception.

Pour tous les autres paiements et à défaut de convention spéciale, dispositions légales ou réglementaires contraires applicables en la matière, le délai d'exécution convenu sur un ordre de paiement est au plus tard le dixième jour ouvré bancaire suivant la date d'acceptation par la Banque de l'ordre de paiement.

Dans l'hypothèse où la devise du compte à créditer ou à débiter diffère de la devise d'un ordre de virement entrant ou sortant, la Banque peut opérer la conversion au cours acheteur du marché pour les entrées de fonds, respectivement au cours vendeur du marché pour les sorties de fonds.

9.6. Droits et responsabilités de la Banque

La Banque se réserve le droit de refuser les virements du Client ou dont le Client est bénéficiaire si elle estime qu'elle n'est pas en mesure de les exécuter en raison des conditions spécifiées par le Client ou de la non-conformité des virements aux dispositions législatives et réglementaires nationales et/ou étrangères en vigueur.

Sauf en cas de faute grave de sa part, la Banque n'assume aucune responsabilité pour les pertes, les erreurs ou retards imputables à ses correspondants ou en relation avec l'emploi de moyens de communication, de transmission ou de transport utilisant les services d'organismes publics ou d'entreprises privées.

La Banque a mis en place des mesures anti-fraude, à la disposition du Client, qui permettent de lutter contre le risque de fraude et visent à limiter le montant et/ou la destination des virements. La Banque se réserve le droit de ne pas exécuter un ordre de paiement et informe le Client, par les moyens qu'elle juge appropriés, si elle soupçonne ou si elle détecte une opération de paiement frauduleuse sur le compte du Client. La Banque peut refuser à un prestataire de services d'initiation de paiement l'accès à un compte du Client en cas d'accès non autorisé ou frauduleux de la part dudit prestataire de services d'initiation de paiement. La Banque en informe le Client, ainsi que des raisons de ce refus, de la manière convenue et dans les meilleurs délais.

Le Client n'a pas droit au remboursement lorsqu'il a donné son consentement à l'exécution d'une opération de paiement à la Banque. La Banque n'est tenue de corriger une opération de paiement non autorisée ou mal exécutée à l'intérieur de l'Espace Economique Européen que pour autant que le Client agissant en qualité de Consommateur en informe la Banque sans retard dès constatation, au plus tard dans un délai de 13 (treize) mois suivant la date de débit.

Vis-à-vis du Client agissant en qualité de Consommateur, il incombe à la Banque d'apporter la preuve que l'opération de paiement contestée a été autorisée et/ou exécutée correctement.

Dans l'hypothèse d'une opération de paiement non-autorisée contestée selon les modalités susmentionnées, la Banque rembourse au Client l'opération de paiement non autorisée au plus tard à la fin du premier jour ouvrable suivant, sauf si la Banque a de bonnes raisons de soupçonner une fraude et qu'elle en informe la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), établie à L-1150 Luxembourg, 283 route d'Arlon. Le cas échéant, la Banque rétablit le Compte de Paiement débité dans la situation qui aurait prévalu si la mauvaise opération de paiement n'avait pas eu lieu. Lorsque l'opération a été initiée par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'initiation de paiement, si le Client adresse sa requête à la Banque dans les conditions ci-avant, la Banque le rembourse, selon les mêmes termes.

Lorsque la Banque est responsable de la non-exécution, de la mauvaise exécution ou de l'exécution tardive d'une opération de paiement dont le Client est bénéficiaire, la Banque met le montant de l'opération de paiement à la disposition du Client dans les plus brefs délais et crédite le compte du Client avec la date de valeur qui lui aurait été attribuée si l'opération avait été correctement exécutée. Dans ce cas, la Banque rembourse également au Client les frais dont elle est responsable et les intérêts supportés par le Client du fait de la non-exécution ou de la mauvaise exécution, y compris l'exécution tardive, d'une opération de paiement.

Dans le cas d'une opération de paiement non exécutée ou mal exécutée pour laquelle l'ordre de paiement est initié par le Client, la Banque s'efforce immédiatement, sur demande,

quelle que soit sa responsabilité, de retrouver la trace de l'opération de paiement et notifie le résultat de sa recherche au Client, sans frais pour celui-ci.

9.7. Domiciliation de créances SEPA

La domiciliation de créance vise à débiter le compte du Client sur base d'une opération de paiement initiée par son créancier en fonction d'un mandat de domiciliation donné par le Client à son créancier.

Depuis le 1^{er} février 2014, seules les domiciliations de créances européennes SEPA sont disponibles pour effectuer des paiements en euros au Luxembourg et vers les autres pays de la zone SEPA³, selon les deux schémas suivants :

- la domiciliation de créances SEPA Core qui s'adresse aux Clients Consommateurs ainsi qu'aux Clients professionnels, c'est-à-dire agissant dans le but de leur activité commerciale ou professionnelle ;
- la domiciliation de créances SEPA B2B (c'est-à-dire inter-entreprises) qui concerne uniquement les Clients professionnels.

9.7.1. Mandats de domiciliation antérieurs

Les mandats signés avant le 1^{er} février 2014 restent valables après cette date. Sauf opposition ou révocation formelle du Client, la Banque est en droit de débiter le compte du Client pour l'exécution d'une demande d'encaissement de domiciliation en vertu d'un mandat antérieur au 1^{er} février 2014, suivant le schéma SEPA choisi par le créancier du Client.

9.7.2. Conditions applicables à tout type de domiciliation SEPA

La Banque ne peut être tenue responsable ni de l'exactitude des données fournies par le créancier, ni de la périodicité ou des montants des demandes d'encaissement présentées et débitées du compte courant du Client. Les demandes d'encaissement reçues par la Banque dans le cadre d'une domiciliation SEPA sont à considérer comme provenant du créancier y indiqué et comme instruction de prélever du compte courant du Client le montant indiqué. La Banque n'est tenue de vérifier ni l'authenticité de la demande d'encaissement, ni son origine, et n'encourt aucune responsabilité à ce titre.

La Banque n'est pas tenue d'exécuter les ordres de domiciliation SEPA lorsque la provision sur le compte est insuffisante au jour de l'exécution, et peut dès lors refuser la demande d'encaissement. Dans ce cas, la Banque est autorisée à informer la banque du créancier de la raison du refus, c'est-à-dire « pour insuffisance de fonds sur le compte ».

La Banque est en droit de refuser toute demande d'encaissement sur base d'un mandat SEPA, lorsqu'elle est présentée plus de 36 (trente-six) mois après le dernier encaissement en vertu du même mandat SEPA. Une demande d'encaissement peut être refusée sur requête du Client, pour autant que cette requête soit parvenue à la Banque le jour ouvré bancaire luxembourgeois précédant la date d'exécution.

9.7.3. Restrictions applicables aux domiciliations SEPA Core

Le Client peut donner instruction à la Banque de refuser toute domiciliation SEPA Core ou de limiter leur encaissement :

³ La zone SEPA fait référence à l'espace unique de paiement en euros et inclut tous les états membres de l'Union Européenne, ainsi que l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Suisse, Monaco, Saint Marin, le Vatican et Andorre.

- à un certain montant ;
- à une certaine périodicité ;
- à un ou plusieurs créanciers spécifiques, en indiquant à la Banque l'identifiant de ces créanciers. Le Client est tenu d'informer la Banque de toute modification de l'identifiant des créanciers autorisés et la Banque ne pourra être tenue responsable en l'absence d'information du Client à ce sujet.

9.7.4. Conditions spécifiques aux domiciliations SEPA B2B

Le Client doit remettre immédiatement à la Banque une copie, qu'il certifie conforme, des mandats de domiciliation SEPA B2B qu'il signe en faveur de ses créanciers. Le Client doit également informer la Banque immédiatement, par écrit ou tout autre moyen de communication convenu, en cas de révocation ou de modification du mandat donné ou s'il perd la qualité de professionnel et agit comme Consommateur. L'information initiale et toute modification ultérieure relatives aux mandats de domiciliation SEPA B2B doivent parvenir à la Banque au plus tard le jour ouvré bancaire luxembourgeois précédant le jour convenu pour le débit des fonds.

Si les données du mandat contenues dans le fichier d'encaissement ne concordent pas avec le mandat transmis par le Client, la Banque rejettera la demande d'encaissement et ne sera pas tenue d'en informer le Client. Le Client supportera la responsabilité de la non-exécution de la demande d'encaissement.

Au cas où le Client omet de signaler une modification d'un mandat à la Banque et que le créancier présente une demande d'encaissement sur base de l'ancien mandat, la Banque, qui n'a pas été informée, exécute cette demande. Les montants prélevés sur base d'un mandat de domiciliation SEPA B2B ne peuvent pas faire l'objet du droit au remboursement tel que prévu à l'article 9.7.5.

9.7.5. Droit au remboursement

Le Client débité d'une opération de paiement initiée par le bénéficiaire peut obtenir remboursement s'il prouve que le montant exact de l'opération n'était pas indiqué lorsque l'autorisation a été donnée et que son montant dépasse le montant auquel le Client pouvait raisonnablement s'attendre en tenant compte du profil de ses dépenses passées, des conditions prévues dans son contrat et des circonstances pertinentes dans ce cas.

Cependant le taux de change appliqué ne peut être invoqué pour argumenter d'un dépassement du montant auquel le Client pouvait raisonnablement s'attendre.

En outre, le Client n'a pas droit au remboursement lorsqu'il a donné son consentement directement à la Banque et que, le cas échéant, les informations relatives à la future opération de paiement lui ont été fournies ou mises à disposition de la manière convenue, 4 (quatre) semaines au moins avant l'échéance.

Le droit au remboursement est également exclu pour les opérations de paiement initiées par le bénéficiaire en dehors de la zone SEPA.

Ceci est sans préjudice du droit du Client Consommateur au remboursement inconditionnel pour les domiciliations en euro au sein de la zone SEPA. Les demandes de remboursement sont à introduire auprès de la Banque sans tarder et au plus tard 8 (huit) semaines à compter de la date de débit. Dans un délai de 10 (dix) jours ouvrables suivant la réception de la demande de remboursement, soit la Banque rembourse le montant de l'opération, soit, lorsqu'elle y est autorisée,

elle justifie son refus de remboursement en indiquant les organismes que le Client peut alors saisir. Dans ce cadre le Client, tant Consommateur que professionnel, peut demander le remboursement d'un montant débité de son compte selon le schéma SEPA Core, sans devoir invoquer les motifs de sa demande. Le droit au remboursement est exclu pour les domiciliations SEPA B2B.

Ceci est sans préjudice du droit du Client visé à l'article 9.6 des présentes Conditions Générales à être remboursé en cas d'opérations de paiement non autorisées ou mal exécutées, lorsqu'il est établi que la responsabilité de la mauvaise exécution ou de la non-exécution de l'ordre de paiement incombe à la Banque, et sauf si la Banque prouve que le prestataire de service de paiement du bénéficiaire a reçu le montant de l'opération de paiement.

9.7.6. Litiges entre le Client et son créancier

Les rapports de droit entre le Client et les créanciers ne relèvent pas de la relation entre la Banque et le Client et n'entraînent pas de droits envers la Banque. La Banque est tierce dans les litiges entre le Client et son créancier. Il appartient, le cas échéant, au Client de régler tout litige portant sur l'exécution d'une domiciliation de créances directement avec son créancier.

10. Informations sur la nature et sur les risques relatifs aux instruments financiers

Le « Guide de l'Investisseur »

Le Client reconnaît avoir été informé de la nature, des caractéristiques et des risques liés aux principaux instruments financiers qui pourront faire l'objet de transactions par référence au « Guide de l'Investisseur » préparé par la Banque et mis à disposition du Client.

Le « KIID » (« Key Investor Information Document ») ou « DICI » (document d'information clé pour l'investisseur)

Conformément à la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (ci-après « OPCVM »), la Banque met à disposition du Client, de manière permanente et sans frais, la dernière version du KIID/DICI pour de nombreux OPCVM.

Le « KID » (« key information documents for Packaged Retail and Insurance-based Investment Products ») ou « documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance »)

Conformément au Règlement (UE) n°1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance (ci-après « PRIIPs ») tel que modifié, la Banque met à disposition du Client, de manière permanente et sans frais, la dernière version du KID pour de nombreux PRIIPs.

Le Client peut consulter les versions électroniques des KIID/DICI d'OPCVM ainsi que les versions électroniques des KID de PRIIPs mis à disposition sur le site Internet public de la Banque via l'adresse web www.banquedeluxembourg.com. Le Client ne disposant pas d'un accès Internet ou souhaitant obtenir une version papier du KIID/DICI d'un OPCVM ou du KID d'un PRIIPs est invité à contacter son conseiller habituel ou à se présenter à la Banque.

Le Client s'engage, avant de communiquer à la Banque tout ordre d'investissement dans un OPCVM ou un PRIIPs, à

prendre systématiquement connaissance des informations reprises dans le KIID/DICI de l'OPCVM concerné ou dans le KID du PRIIPs concerné mis à disposition sur le site Internet de la Banque fourni gratuitement et sur simple demande par la Banque. Le Client qui transmet l'ordre aura donc préalablement consulté ou reçu le KIID/DICI ou le KID. Dans le cas où le KIID/DICI ou KID ne serait/ent pas disponible/s via l'adresse web susmentionnée ou en version papier, la Banque se réserve le droit de suspendre, voire de refuser la demande d'investissement du Client jusqu'à ce qu'elle ait pu mettre la dernière version du KIID/DICI de l'OPCVM ou du KID du PRIIPs à la disposition du Client.

Devoir de renseignements du Client

Lorsque le Client choisit de négocier ou de souscrire un produit, un service ou une transaction, il lui incombe de considérer les risques inhérents à un tel produit, service ou transaction, ainsi qu'à toute stratégie y afférente, sans préjudice des obligations (éventuellement applicables) de la Banque en matière d'information.

Traitement fiscal

Le traitement fiscal des opérations sur instruments financiers dépend généralement de la situation individuelle du Client et est susceptible de modifications. Le Client doit se renseigner quant au traitement fiscal qui lui est applicable et la Banque n'est pas obligée de le conseiller en matière de questions fiscales en général.

La Banque n'est tenue à aucune obligation d'examiner ou de vérifier si le Client a droit à une exonération fiscale ou à un allègement fiscal des revenus versés sur les titres déposés.

11. Politique d'exécution

En application de la Réglementation MiFID II, la Banque a défini et mis en place une politique d'exécution des ordres (la « Politique d'exécution ») qui vise à obtenir le meilleur résultat pour son Client en tenant compte du prix, du coût, de la rapidité, de la probabilité de l'exécution et du règlement, de la taille, de la nature de l'ordre et de toute autre considération relative à l'exécution de l'ordre. La Banque se doit d'appliquer la Politique d'exécution aux ordres donnés par des Clients privés et des Clients professionnels tels que définis par la Réglementation MiFID II et chaque référence dans la présente Politique d'exécution au Client est une référence à ces catégories de Clients. La Politique d'exécution de la Banque s'applique quel que soit la nature du service fourni.

Afin de respecter son obligation de recherche du meilleur résultat pour le Client, la Banque s'appuie de manière significative sur certains lieux d'exécution qui pourront varier selon que le Client demande à la Banque d'acheter ou de vendre pour compte du Client un instrument financier (c'est-à-dire lorsque la Banque agit en tant qu'agent). La liste des principaux lieux et systèmes d'exécution est disponible à la demande du Client et sur le site E-Banking de la Banque.

Règle de traitement des ordres du Client

Le coût d'exécution appliqué au Client est un coût global comprenant la commission de la Banque ainsi que les coûts relatifs à l'exécution de l'ordre pour chaque plateforme d'exécution utilisée, les frais de compensation et de règlement et tous les autres frais éventuellement payés à des tiers ayant participé à l'exécution de l'ordre.

La Banque considère en priorité le coût global appliqué au Client pour la sélection de la plateforme d'exécution et sa stratégie d'exécution. De plus, la Banque a mis en place une infrastructure qui permet d'assurer une exécution rapide et équitable des ordres de ses Clients. Dans l'effort d'obtenir

le meilleur prix pour le Client dans les meilleurs délais, les ordres qui répondent aux critères de liquidité définis par la Banque sont exécutés immédiatement sur le marché conformément à la Politique d'exécution. Pour les ordres qui, de par leur nature ou leur taille, risquent d'avoir une influence négative sur le prix, la Banque vise à limiter l'impact de l'ordre sur le marché, en « soignant » l'ordre avec une stratégie d'exécution, au lieu d'exécuter la totalité de l'ordre immédiatement.

Dans certains cas, pour éviter une décote due au manque de liquidité ou à la faible taille de l'ordre, la Banque peut se constituer contrepartie. En cas d'internalisation des exécutions, la Banque s'assure que les conditions de l'exécution soient équitables.

Si la Banque transmet l'ordre pour exécution à une partie tierce, elle s'engage à agir dans le meilleur intérêt du Client et en conformité avec les principes de la Politique d'exécution.

Dans certains cas, la Banque pourra, exécuter des ordres des Clients de gré à gré (en dehors d'une plateforme de négociation). S'il s'agit d'une demande explicite du Client, celui-ci décharge la Banque de toute responsabilité concernant les risques associés à ce type d'exécution.

Pour les différentes catégories d'instruments financiers visés par la Réglementation MiFID II, les principes sont les suivants :

Les actions et instruments assimilés

Parmi les lieux d'exécution possibles (marchés réglementés, système multilatéral de négociation « MTF » et internalisateur systématique « SI »), la Banque déterminera, par ordre, le lieu d'exécution qui lui paraît le plus approprié pour atteindre le meilleur résultat pour le Client en tenant compte des critères énumérés ci-dessus. Il s'agit, en général, de la place de bourse qui offre la plus grande liquidité pour l'action en question. L'indication de la place de bourse la plus liquide est fournie à la Banque par un fournisseur externe de renseignements financiers. Pour faire face à la fragmentation du paysage boursier, la Banque peut également s'appuyer sur des systèmes intelligents de routage des ordres (« Smart Orders Routers ») qui lui sont mis à disposition par ses intermédiaires (« brokers »).

Les obligations et instruments du marché monétaire

Pour l'exécution des ordres sur obligations, la Banque dispose d'outils électroniques qui lui permettent d'accéder aux cotations des principaux pôles de liquidité (MTF, système organisé de négociation « OTF », teneurs de marché, marchés réglementés et SI). Parmi ces plateformes, la Banque retiendra celle qui offre le meilleur prix au moment du traitement de l'ordre de son Client.

Les parts d'Organismes de Placement Collectif (« OPC »)

Mis à part les fonds indiciels cotés en bourse (Exchange Traded Funds (« ETF »)), qui, par définition, se traitent sur un marché organisé, la Banque exécute les ordres de souscription et de remboursement de parts OPC, en principe directement auprès d'un agent des OPC respectifs ou, le cas échéant, auprès d'un intermédiaire spécialisé choisi par la Banque. Les opérations sont décomptées à la valeur nette d'inventaire (VNI) calculée par l'OPC moyennant application éventuelle d'un frais fixé par l'OPC ou par son agent.

Les produits structurés

Pour tous les produits traitables sur un marché réglementé, la Banque fera exécuter les ordres du Client sur le marché de référence. Exceptionnellement, si le volume ou les conditions de marché le nécessitent, ou dans le cas des produits non-listés, la Banque pourra traiter directement avec l'émetteur ou le teneur de marché du produit concerné ou un SI.

Les produits dérivés listés (« ETD »)

Pour tous les produits dérivés listés, la Banque fera, en principe, exécuter les ordres du Client sur le marché de référence.

Les produits dérivés de gré à gré (« OTC »)

Toutes les opérations du Client effectuées de gré à gré sont faites en assurant l'équité du prix proposé au Client sur base des conditions de marché.

Instructions spécifiques du Client

Lorsqu'un Client donne une instruction spécifique sur la manière d'exécuter un ordre, la Banque s'efforcera dans la mesure du possible d'exécuter l'instruction du Client. L'attention du Client est cependant attirée sur le fait que si la Banque agit conformément à l'instruction du Client, elle ne sera pas nécessairement en mesure d'exécuter l'ordre conformément à sa Politique d'exécution. Dans la mesure où le Client donne une ou des instruction(s) spécifique(s) à la Banque, cette dernière sera considérée comme ayant respecté son obligation de prendre toutes les mesures suffisantes en vue de l'obtention du meilleur résultat possible pour le Client en respectant cette (ces) instruction(s) spécifique(s) du Client. Lorsque la Banque cote un prix en réponse à la demande du Client et que celui-ci l'accepte, la présente Politique d'exécution ne s'appliquera par définition pas.

Révision de la Politique d'exécution

La Politique d'exécution est revue régulièrement et elle est adaptée en fonction de l'évolution des marchés financiers. Elle est validée annuellement par le comité dépositaire de la Banque. Toute modification importante des dispositions en matière d'exécution des ordres ou de leur politique en la matière sera notifiée aux Clients. La bonne application et l'efficacité des mesures mises en place font l'objet d'un contrôle régulier par échantillonnage et rapport d'exception.

Publication des données d'exécution

Le Client pourra consulter sur le site Internet de la Banque, pour chaque catégorie d'instruments financiers :

- Chaque fin de trimestre, les données du trimestre précédent concernant la qualité d'exécution des transactions sur produits pour lesquels la Banque est SI.
- Annuellement, les données des cinq premières plateformes d'exécution utilisées par la Banque ainsi qu'un résumé de l'analyse qu'elle fait et des conclusions tirées du suivi détaillé de la qualité d'exécution obtenue sur ces plateformes.

12. Exécution des ordres

La Banque se réserve le droit de déterminer le mode d'exécution de tous les ordres qu'elle reçoit du Client ou de toute autre personne habilitée à transmettre des ordres, dans le respect de sa Politique. **Le Client a pris connaissance du fait que la Politique prévoit que ses ordres peuvent être exécutés en dehors d'un marché réglementé, d'un MTF ou d'un OTF et l'accepte expressément.**

Les ordres de bourse, de change ou de souscription du Client sont exécutés suivant les usages des bourses ou marchés où ils sont transmis au choix de la Banque. La Banque informera le Client, à sa demande, de l'état d'exécution de son ordre. Les ordres de souscription sont en outre soumis à la condition que les fonds nécessaires à la souscription aient été reçus par la Banque ainsi qu'à toute autre condition qui pourrait être imposée par l'émetteur des titres ou par toute autre entité.

Sauf convention ou usages contraires, tous les ordres expirent après un délai de 30 (trente) jours suivant la réception de l'ordre par la Banque. Le Client est tenu, au moment de la transmission de ses ordres, de constituer la couverture pour les avoirs à acheter et de livrer les avoirs à vendre sur son compte auprès de la Banque.

Lorsque le Client a placé un ordre de bourse portant sur des actions admises à la négociation sur un marché réglementé avec une limite de cours et que les conditions de marché empêchent l'exécution rapide de cet ordre, le Client autorise expressément la Banque à ne pas rendre cet ordre public si elle le juge approprié.

Les instructions données par le Client à la Banque d'effectuer des paiements réguliers (ordres permanents) seront exécutées jusqu'à la fin du mois de la réception par la Banque d'une révocation écrite.

La Banque se réserve le droit :

- de ne pas exécuter les ordres qu'il n'est pas possible de transmettre en temps utile à ses correspondants compte tenu des usages locaux ;
- de ne pas exécuter un ordre d'acheter des avoirs avec le produit d'une vente d'autres avoirs, jusqu'à ce que la totalité de ce produit ait été reçue ;
- de ne pas exécuter un ordre si le Client ne dispose pas des avoirs nécessaires à l'opération ;
- de ne pas exécuter un ordre de vente des avoirs jusqu'à ce qu'ils aient été livrés complètement ;
- d'affecter le produit de la vente d'avoirs à la compensation des engagements du Client envers la Banque, quelle que soit la nature de ces engagements ;
- de se porter contrepartie pour l'exécution d'ordres d'achat ou de vente d'avoirs, tout en conservant le droit de porter à charge du Client les frais de courtage et tous autres frais d'usage ;
- sauf instruction spécifique du Client, de choisir la bourse sur laquelle les titres sont achetés ou vendus ;
- de procéder à des regroupements d'ordres de différents Clients ou d'ordres de Clients avec des transactions pour compte propre sans que ces regroupements ne puissent être opérés globalement au désavantage du Client, dans le respect des droits à un traitement loyal et équitable des intérêts du Client et dans le respect de la politique de la Banque en matière de conflits d'intérêts.

En cas d'inexécution ou d'exécution tardive imputable exclusivement à la Banque, la responsabilité de la Banque est limitée, sauf en cas de faute grave, à la seule perte d'intérêts à moins que (i) son attention n'ait expressément été attirée sur le risque d'un dommage plus étendu et que (ii) la Banque n'ait garanti par écrit l'exécution de l'ordre dans les délais déterminés.

Afin de garantir l'exécution de l'ordre sur la prochaine valeur nette d'inventaire (VNI) calculée pour un OPC disponible à la souscription auprès de la Banque, tout ordre de souscription ou de remboursement de parts d'OPC devra être transmis à la Banque au plus tard deux heures avant l'heure limite / « cut off » déterminée dans le prospectus de l'OPC, et ce, un jour bancaire ouvré luxembourgeois endéans les heures d'ouverture de la Banque. En dehors de ce délai, la Banque n'assumera qu'une obligation de moyens (selon le principe de « best effort ») et ne pourra être tenue responsable si l'ordre était traité le jour bancaire ouvré luxembourgeois suivant.

Pour tout ordre de souscription sur des parts d'un OPC qui n'est pas encore disponible à la souscription auprès de la Banque, la Banque se réserve 2 (deux) jours bancaires ouvrés

luxembourgeois pour la mise à disposition dudit OPC et l'ordre sera traité dans les meilleurs délais, et au plus tard le jour bancaire ouvré luxembourgeois suivant.

Le Client est conscient que la Banque, tenant compte des législations nationales et étrangères et du Profil d'Investisseur du Client, peut être amenée à réduire l'univers d'investissement offert au Client. Dans un tel cas, le Client accepte que la Banque (i) n'exécute pas une instruction que lui, un Mandataire ou un représentant dûment autorisé aurait donnée, (ii) procède à la vente, à l'échange ou au transfert de certains avoirs ou (iii) procède à toute autre action permettant de se conformer aux législations nationales et étrangères.

Le Client accepte de supporter le risque et les conséquences des actions entreprises par la Banque permettant de se conformer aux législations nationales et étrangères.

13. Réception de valeurs

La Banque est autorisée à accepter et créditer sur l'un des comptes du Client toute valeur reçue au nom du Client ou à l'intitulé ou au numéro de l'un des comptes du Client. La Banque se réserve le droit à tout moment, mais de manière exceptionnelle, de refuser des valeurs reçues au nom ou à l'intitulé ou au numéro de l'un des comptes du Client.

Sous réserve d'acceptation préalable de la transaction par la Banque, les avoirs en espèces versés sur le compte dans la devise de ce Compte de Paiement sont mis à disposition immédiatement après leur réception et reçoivent une date de valeur.

14. Unicité de compte, compensation, connexité des opérations et garanties

Lorsque le Client est Titulaire unique ou Co-Titulaire de plusieurs comptes ou sous-comptes auprès de la Banque ou de l'une de ses succursales ou agences, ces comptes, peu important leur qualification (par exemple : compte, sous-compte, rubrique ou racine) dans la documentation de la Banque, constituent en fait et en droit les éléments ou sous-comptes d'un compte courant unique et indivisible quels que soient la devise, la nature, le terme, l'intitulé ou la qualification des différents éléments ou sous-comptes. La position créditrice ou débitrice à l'égard de la Banque n'est établie qu'après conversion des soldes de tous les éléments ou sous-comptes du compte unique dans la (les) devise(s) choisie(s) discrétionnairement par la Banque. Après conversion, le solde est garanti par les sûretés réelles et personnelles attachées à l'un des éléments ou sous-comptes. Il est immédiatement exigible, ainsi que les intérêts débiteurs et les frais.

En règlement de toutes les prétentions contre le Client, sans égard à leurs échéances ou aux monnaies dans lesquelles elles sont libellées, la Banque a le droit de compenser, sans mise en demeure ni autorisation spécifique, tout ou partie des avoirs et créances du Client qu'elle détient, directement ou indirectement pour le compte du Client à la Banque ou dans un autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger. En cas de saisie ou d'autres mesures conservatoires concernant les avoirs du Client auprès de la Banque, il est convenu expressément que tous les engagements du Client sont censés être immédiatement échus et la compensation entre les engagements du Client et ses avoirs déposés à la Banque est considérée avoir eu lieu avant la saisie ou mesure conservatoire. La Banque peut procéder à cette compensation en liquidant, si nécessaire, un dépôt à terme avant son échéance.

Sans préjudice de toute garantie qu'elle a pu obtenir, la Banque est en droit d'exiger à tout moment la constitution de garanties nouvelles ou l'augmentation de celles qui lui ont été accordées pour se couvrir de tout risque qu'elle encourt en raison des opérations traitées avec le Client. Lorsque le Client ne fournit pas les garanties ainsi demandées dans le délai imparti, la Banque est en droit de réaliser les garanties qui lui ont été accordées conformément aux dispositions légales en vigueur.

Toutes les opérations que le Client traite avec la Banque sont connexes entre elles. La Banque est dès lors autorisée à ne pas exécuter ses obligations aussi longtemps que le Client n'exécute pas l'une quelconque de celles existant à sa charge.

La Banque a un droit général de rétention sur tous les avoirs et titres de créances appartenant au Client déposés à la Banque ou auprès d'un tiers, au nom de la Banque pour le compte et aux risques du Client.

Le Client affecte en gage en faveur de la Banque l'ensemble des instruments financiers et des métaux précieux déposés actuellement ou à l'avenir par lui auprès de la Banque ainsi que l'ensemble des créances présentes et futures en quelque devise que ce soit pouvant notamment résulter de dépôts en compte (p.ex. dépôt à terme, compte d'épargne, compte courant) auprès de la Banque. Les instruments financiers, les métaux précieux et les créances gagés servent de garantie à toutes les obligations financières contractées actuellement ou à l'avenir par le Client envers la Banque, en principal, intérêts, commissions et frais (résultant notamment d'avances, de crédits, de dépassements, d'opérations à terme, de contre-garanties, d'exécution d'ordres ou de toute autre cause).

Si le Client ne remplit pas, à la date d'exigibilité, une obligation financière, la Banque est immédiatement et sans mise en demeure préalable autorisée à réaliser les avoirs gagés de la manière la plus favorable pour la Banque conformément à la loi luxembourgeoise. La Banque peut notamment s'approprier ou faire approprier, avant ou après une évaluation, par un tiers de son choix tout ou partie des instruments financiers et des métaux précieux (i) au prix de marché déterminé, au choix de la Banque, par la Banque ou par un expert indépendant désigné par la Banque, si les instruments financiers et les métaux précieux ne sont pas admis à la cote officielle ou négociés sur un marché réglementé ou (ii) s'ils sont admis à la cote officielle ou négociés sur un marché réglementé, au prix en cours d'ouverture sur le marché principal de ces instruments financiers ou métaux précieux du jour de l'appropriation ou (iii) s'il s'agit de parts ou d'actions d'un organisme de placement collectif calculant ou publiant régulièrement une valeur nette d'inventaire -à la dernière valeur nette d'inventaire publiée (en cas de suspension ou d'absence de valeur nette d'inventaire régulièrement publiée, la Banque se réserve le droit de procéder à une appropriation suivant les modalités au point (i) ci-dessus). La Banque peut en outre réaliser les avoirs gagés par vente de gré à gré ou en bourse choisie par la Banque. La Banque est aussi autorisée à procéder à la compensation entre ses créances sur le Client et les avoirs gagés du Client, y inclus les instruments financiers et/ou métaux précieux dont la valeur sera égale au prix du marché au jour de la compensation déterminé, au choix de la Banque, par la Banque ou par un expert indépendant désigné par la Banque.

Pour la réalisation du gage, la Banque est autorisée à tout moment à procéder à une conversion des avoirs gagés dans les devises de la créance de la Banque. La Banque est autorisée à procéder à la charge du Client aux formalités et actes nécessaires (y compris, à toute notification, inscription dans un registre, endossement, évaluation par un réviseur d'entre-

prises) en vue d'assurer la constitution et la réalisation du gage.

15. Taux d'intérêts, commissions, frais et taxes

À défaut de convention spéciale contraire, les dispositions suivantes sont applicables :

Les comptes à vue en euros et devises ne sont pas productifs d'intérêts créditeurs sauf convention contraire.

Le taux d'intérêt débiteur est appliqué de plein droit, sans mise en demeure, sur les soldes débiteurs, sous réserve des conventions particulières, sans préjudice des frais de clôture d'usage.

Le taux d'intérêt débiteur est fixé par la Banque sur base des conditions du marché en augmentant le taux applicable aux emprunteurs de premier ordre d'un supplément pouvant atteindre dix unités de pourcentage. La présente disposition ne peut pas être interprétée comme autorisant de quelque manière que ce soit le Titulaire d'un compte à opérer des dépassements sur ce compte.

La Banque se réserve le droit de modifier le taux d'intérêt débiteur ou le taux d'intérêt créditeur pour tenir compte notamment de toute modification législative ou réglementaire ainsi que des usages de la place et des conditions du marché, y compris celles ayant trait au Client, à la politique de la Banque ou aux devises. Le taux d'intérêt créditeur peut même devenir négatif par l'effet des modifications des conditions du marché et, le cas échéant, des banques centrales.

Si le taux de référence de la Banque ou le taux créditeur applicable aux dépôts de la Banque auprès d'une banque centrale venait à devenir négatif, la Banque se réserve le droit de répercuter en tout ou en partie ce taux, même au solde créditeur du Client.

Elle s'efforcera d'informer le Client des modifications de taux de la manière qu'elle jugera appropriée. Les intérêts débiteurs produits par les comptes seront capitalisés trimestriellement.

En cas de non-paiement à l'échéance, le taux d'intérêt applicable est augmenté, à titre de clause pénale, de deux unités de pourcentage sans mise en demeure ou notification.

Dans le calcul des intérêts tant créditeurs que débiteurs, la Banque prend en compte, suivant les usages bancaires, des dates de valeur pouvant être différentes selon qu'il s'agit de versements ou de retraits d'espèces.

La Banque est autorisée à débiter directement du compte du Client les débours, frais (notamment administratifs, judiciaires ou extra-judiciaires, y compris des frais et honoraires d'avocats, des frais d'huissier ou équivalent), commissions, intérêts, taxes, impôts et autres charges lui incombant ou qui lui auront été facturés par ses correspondants ou prestataires de services au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger en relation, directement ou indirectement, avec le(s) compte(s) du Client et/ou les avoirs(s) du Client déposé(s) auprès de la Banque.

Le Client donne mandat à la Banque de demander le rachat des parts rachetables d'organismes de placement collectif ou la vente de tout autre titre inscrits sur son compte à hauteur du montant des débours, frais (administratifs, judiciaires ou extra-judiciaires, y compris des frais et honoraires d'avocats, des frais d'huissier ou équivalent), commissions, intérêts, taxes, impôts et autres charges indiqués ci-dessus, de prélever ce montant du produit du rachat ou la vente de ces titres, suivant le cas, et de l'encaisser, si la Banque aura avancé ledit montant, ou de le reverser directement au correspondant ou

prestataire de service, le surplus éventuel sera crédité sur le compte à vue du Client.

Le Client supporte les frais de correspondance, de télécommunications, de recherches ainsi que tous les autres frais (notamment administratifs, judiciaires ou extra-judiciaires, y compris des frais et honoraires d'avocats, des frais d'huissier ou équivalent) engendrés pour le compte du Client ou de ses héritiers ou ayants droits en relation avec le compte ou occasionnés lors d'une mesure prise ou procédure légale intentée par des tiers contre le Client ou de ses héritiers ou ayants droits en relation avec le compte. Tous les frais judiciaires et extrajudiciaires (notamment les frais et honoraires d'avocat et les frais d'huissier) que la Banque doit supporter du fait de la tenue du/des compte(s) ou de sa relation avec le Client, notamment pour la recherche de nouvelles adresses du Client ou de toute autre personne de contact, la récupération d'un solde débiteur, l'enregistrement, la mise en place ou la réalisation de sûretés, de l'exécution de mesure conservatoires ou de saisies sur le compte ou la mise en intervention de la Banque dans un litige concernant le compte du Client ou les avoirs déposés auprès de la Banque, sont à la charge du Client.

Les autres frais mis à charge du Client le sont en fonction des tarifs en vigueur et selon la nature des opérations. Le Client reconnaît avoir été informé et accepter les tarifs et frais applicables aux services offerts par la Banque contenus dans les brochures tarifaires remises par la Banque. Les tarifs peuvent être modifiés par la Banque qui en informera le Client par tout moyen qu'elle jugera approprié.

Le Client accepte que, lorsque la Banque transmet un ordre à un autre professionnel pour compte du Client, elle peut être amenée à être rémunérée par une rétrocession de commission du professionnel auquel l'ordre est transmis.

Les Relevés des Opérations tiennent lieu de facture. Le paiement de ces débours, frais (notamment administratifs, judiciaire ou extra-judiciaires, y compris des frais et honoraires d'avocats, des frais d'huissier ou équivalent), commissions, intérêts, taxes, impôts et autres charges mentionnés ci-dessus, pourra être réclamé par la Banque même après la clôture du compte.

La Banque se réserve le droit de refuser ou de retarder la clôture du compte du Client, tant que tous les paiements de tous les débours, frais (notamment administratifs, judiciaires ou extra-judiciaires, y compris des frais et honoraires d'avocats, des frais d'huissier ou équivalent), commissions, intérêts, taxes, impôts et autres charges n'auront pas été payés par le Client.

Conformément au droit de gage général et au droit de rétention de la Banque, le Client accepte que la Banque puisse retenir tout montant dû ou à devoir, calculé sur base estimative, au titre des obligations, notamment fiscales, du Client au Luxembourg ou à l'étranger.

16. Comptes et avoirs du Client

La Banque attire l'attention du Client sur les obligations légales et réglementaires auxquelles il est personnellement soumis en raison de sa nationalité, son lieu de résidence ou tout autre critère de rattachement. Le traitement fiscal du Client par la Banque dépend de la situation de chaque Client. Un changement de la situation peut aboutir à un traitement fiscal différent. Le Client doit notamment respecter les lois fiscales qui lui sont applicables et doit s'assurer que toute instruction ou ordre qu'il transmet à la Banque pour exécution est conforme à celles-ci. Le Client devra le cas échéant se faire assister par un avocat fiscaliste et/ou un conseiller dans son

pays de résidence. La Banque n'est obligée à aucun contrôle sur l'existence et le respect de ces règles et ne supporte aucune responsabilité au cas où le Client ne s'y conformerait pas. Le Client décharge la Banque de toute responsabilité au cas où il faillirait à ses obligations personnelles. Il est de la responsabilité du Client de demander à la Banque tous les relevés et documents nécessaires lui permettant de s'acquitter de ses obligations fiscales.

La Banque adresse périodiquement au Client des Relevés des Opérations et de compte et l'estimation des avoirs du compte du Client. Ceux-ci sont, sauf erreur matérielle, réputés exacts et avoir été approuvés par le Client si la Banque n'a pas reçu d'objection écrite dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date d'expédition dudit relevé.

Le Client renonce à recevoir des informations spécifiques aux modalités d'exécution des virements transfrontaliers. Pour les estimations des avoirs, la Banque peut recourir aux informations diffusées par la presse ou des institutions spécialisées, sans être obligée de vérifier ces informations, même en cas d'écart de valeur notable.

La Banque peut à tout moment rectifier les erreurs matérielles commises par elle par simple jeu d'écritures et le Client lui confère mandat exprès pour le faire. Si, à la suite d'une telle contre-passation, le compte du Client présente un solde débiteur, les intérêts pour dépassement sont dus de plein droit et depuis la date effective du débit en compte.

17. Pluralité d'ordres

Lorsque les avoirs disponibles sont insuffisants pour exécuter des ordres donnés par le Client, la Banque décide librement de refuser ces ordres ou d'en exécuter seulement certains sans égard au montant, à la monnaie ou à la date d'expédition ou de réception de ces ordres.

Elle a alors le choix entre les ordres qu'elle a été requise d'exécuter.

18. Réglementations étrangères, correspondants, centres de dépôt collectif et systèmes de compensation

La Banque est autorisée à faire garder les instruments financiers remis en dépôt pour le compte et aux risques exclusifs du Client auprès de correspondants ou de centres de dépôt collectif ou de systèmes de compensation choisis par elle au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

La Banque informe le Client, qui accepte, que les correspondants, centres de dépôt collectif ou systèmes de compensation sélectionnés par la Banque pourront déposer les instruments financiers du Client auprès d'entités tierces en application de critères de sélection ne correspondant pas nécessairement à ceux de la Banque.

Lorsque des avoirs, créances ou prétentions appartenant au Client ou dont le Client est Titulaire, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Banque, mettent en jeu des réglementations étrangères, des correspondants de la Banque, des centres de dépôt collectif ou des systèmes de compensation au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, les droits du Client sont également soumis aux lois, usances, règles et conventions applicables aux correspondants, aux centres de dépôt collectif ou systèmes de compensation ainsi qu'aux relations avec les autorités étrangères, impliquant le cas échéant l'attribution de certains privilèges et intérêts sur les instruments financiers en dépôt chez eux.

Ainsi, lorsque le Titulaire ou l'un des Titulaires du Compte (i) donne des instructions relatives au Compte à partir des États-Unis d'Amérique ou (ii) demande à la Banque de transférer aux États-Unis d'Amérique des revenus produits par des avoirs déposés sur le Compte ou (iii) demande à la Banque d'envoyer aux États-Unis d'Amérique des documents confirmant des opérations effectuées sur le Compte, le Client confirme être conscient du fait que la Banque sera, le cas échéant, obligée de (i) prélever un impôt sur tout ou partie des revenus produits par les avoirs déposés sur le Compte et (ii) vendre tout ou partie des titres déposés sur le Compte en prélevant un impôt sur le produit de la vente des titres.

Les instruments financiers du Client pourront être détenus par la Banque sur des comptes globaux auprès de tiers ne permettant pas une ségrégation des instruments financiers du Client et des instruments financiers d'autres clients de la Banque déposés sur le même compte. La détention des instruments financiers du Client sur des comptes globaux à l'étranger sera soumise aux règles locales. Il est probable que le Client ne dispose pas d'un droit de revendication personnel sur les instruments financiers ainsi déposés entre les mains de tiers.

En cas de dépôt des instruments financiers auprès de correspondants, de centres de dépôt collectif ou de systèmes de compensation, la Banque sera uniquement responsable pour faute grave dans la sélection de ce tiers. La Banque n'assume aucune responsabilité en cas de perte ou de non restitution des instruments financiers due à une action ou à une omission de la part de ces correspondants, centres de dépôt collectif ou systèmes de compensation ou dans le cas de leur insolvabilité. Dans le cas où des instruments financiers identiques détenus pour la Banque sur un compte global à l'étranger sont restitués à la Banque en nombre insuffisant pour faire face aux demandes de restitution de ses Clients, la Banque est en droit de réduire les prétentions de ses Clients, au pro rata des instruments financiers restitués par le tiers.

La Banque procédera au choix des correspondants, centres de dépôt collectif ou systèmes de compensation avec diligence. Toute obligation de la Banque est subordonnée à la réception effective par la Banque pour compte du Client d'un paiement ou d'une livraison par le correspondant, le centre de dépôt collectif ou le système de compensation. La Banque est autorisée à débiter d'office le compte du Client de la contre-valeur, majorée de tous les frais et différences de cours, des avoirs, créances ou prétentions du Client qu'elle aurait payés et dont le paiement ou la livraison par le correspondant, le centre de dépôt collectif ou le système de compensation n'aurait pas été obtenu dans les délais normaux.

Dans tous les cas, la Banque peut se libérer de ses obligations en cédant au Client ses droits contre le correspondant, le centre de dépôt collectif ou le système de compensation.

Tous les frais, commissions, taxes, impôts et autres retenues appliqués ou engendrés en relation avec ce qui précède sont à la charge du Client.

19. Archives et preuve

La Banque conserve ses livres, pièces comptables, correspondance et archives sous forme originale ou, suivant sa décision discrétionnaire, sous forme d'enregistrements pendant une durée maximale de dix ans à compter de la fin des relations contractuelles avec le Client. Pour motifs légitimes et exceptionnels, la Banque pourra conserver, dans la limite des dispositions législatives et réglementaires applicables, les données au-delà de la durée définie.

Le Client qui souhaite une information ou la copie d'un justificatif doit en faire la demande par écrit à la Banque avant l'échéance des dix ans. Les frais de recherche, exposés dans les brochures tarifaires, sont à la charge du Client.

Les livres et documents, y compris les copies faites par la Banque, les reproductions micrographiques et les enregistrements informatiques de la Banque, seront considérés comme probants et auront la même force probante que l'original, jusqu'à preuve contraire apportée par le Client, et cela indépendamment de la nature ou du montant de l'acte juridique à prouver et tant en matière civile qu'en matière commerciale. À l'égard des Clients utilisant les supports électroniques (téléphone, e-mail, internet, etc.) ladite preuve pourra également être administrée au moyen desdits supports.

À l'issue de la durée définie, la Banque procède, suivant sa décision discrétionnaire, à la suppression ou à l'anonymisation des données.

20. Résiliation des relations d'affaires et droit de rétractation

20.1. Résiliation

Dans le cadre des conventions entre la Banque et le Client pour lesquelles il n'a pas été stipulé de terme, l'une ou l'autre des parties peut mettre fin aux relations réciproques à tout moment, sans indication de motifs et avec effet immédiat sans préjudice des obligations du Client envers la Banque à cette date, ni des opérations en cours.

Pour le Client Consommateur, les relations contractuelles qu'il a nouées avec la Banque sont à durée indéterminée sauf stipulation contraire dans une convention particulière et la Banque est autorisée à mettre fin à tout moment à tout compte sans justification de motifs moyennant un préavis d'au moins 2 (deux) mois.

Dans tous les cas, la Banque peut, soit qu'elle constate de manière discrétionnaire que la solvabilité du Client est compromise, que les sûretés obtenues sont insuffisantes ou que les sûretés demandées n'ont pas été obtenues, soit encore qu'elle constate que sa responsabilité peut être engagée par la continuation de ses liens avec son Client ou que les opérations du Client sont peu nombreuses ou paraissent pouvoir être contraires à l'ordre public ou à la politique de la Banque ou que le Client n'a pas rempli une obligation quelconque lui incombant, mettre fin avec effet immédiat, sans mise en demeure préalable, aux relations réciproques.

Dans un tel cas, les créances réciproques deviennent immédiatement exigibles et les dispositions de l'article 14 sont applicables. Si la Banque, sur instruction du Client, a assumé des engagements desquels elle ne peut pas se libérer ou si le Client était titulaire d'une carte de crédit ou a mis des chèques et effets en circulation, le Client doit effectuer un dépôt auprès de la Banque dans la monnaie de l'engagement et à hauteur du montant maximum de l'engagement tel que déterminé discrétionnairement par la Banque. Le dépôt restera gagé en faveur de la Banque jusqu'à l'extinction complète de l'engagement.

À dater du jour de la fin des relations contractuelles, la Banque est libre de refuser toute opération sur le compte et les sommes figurant au crédit du compte du Client cesseront, le cas échéant, de produire des intérêts.

La Banque a aussi le droit de convertir les soldes des comptes dans une ou plusieurs devises et de mettre le solde qui en résulte à la disposition du Client par le mode

de paiement qu'elle choisit de manière discrétionnaire. Elle peut notamment, sans jamais y être obligée, décider d'émettre un chèque sur elle-même ou un correspondant.

Ce chèque pourra, au choix de la Banque, être adressé à la dernière adresse indiquée pour l'envoi du courrier ou à la dernière adresse connue du Client.

Pour des avoirs autres que des sommes d'argent, la Banque sera libérée de toutes ses obligations après avoir envoyé une notification de la manière décrite plus haut informant le Client que les avoirs concernés sont à sa disposition à la Banque ou auprès de l'un de ses correspondants.

Indépendamment d'une dénonciation générale des relations avec le Client, la Banque peut à tout moment, pour les mêmes motifs que ceux énumérés plus haut, exiger le remboursement des crédits accordés, mettre fin aux cautionnements et autres garanties fournies en faveur du Client ou annuler des lignes de crédit.

20.2. Droit de rétractation

En cas de contrat à distance portant sur des services financiers ou de contrat de services, non soumis à la législation relative au crédit à la consommation au sens du Code de la Consommation, conclu hors établissement, le Client Consommateur dispose, sans pénalité ni indication de motif, d'un délai de 14 (quatorze) jours calendrier pour se rétracter du contrat. Ce délai prend cours le jour de la conclusion du contrat à distance ou le jour de la réception des présentes et/ou de toutes les autres informations pré-contractuelles requises par le Code de la Consommation lorsque ce jour est postérieur à la conclusion du contrat à distance ou hors établissement. Ce droit de rétractation ne s'applique pas aux services dont le prix dépend des fluctuations du marché financier, susceptibles de se produire pendant le délai de rétractation, sur lesquelles la Banque n'a aucune influence ainsi qu'aux contrats exécutés intégralement avant l'exercice du droit de rétractation à la demande expresse du Client. Ce droit peut être exercé au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté par courrier ou par email ou tout autre support durable à adresser à la Banque avant l'expiration du délai de rétractation. A défaut d'exercer son droit de rétractation, le Client est lié pour la durée convenue et selon les termes et conditions applicables au service concerné. Sauf demande expresse contraire du Client, l'exécution du service ne commencera qu'après l'écoulement du délai de rétractation. En cas de commencement, sur demande expresse du Client, d'exécution du service durant la période de rétractation et d'exercice postérieur par le Client de son droit de rétractation, le Client reste tenu au paiement du service effectivement fourni. Sans préjudice de ce qui précède, le Client est remboursé de toutes sommes payées à la Banque en relation avec le contrat à distance avant l'exercice de son droit de rétractation.

21. Restrictions à la responsabilité de la Banque

La Banque ne répond pas des dommages ou autres conséquences qui peuvent être causés par ou en relation avec :

- 21.a l'incapacité civile, le défaut de qualité ou le décès du Client, de ses Mandataires, héritiers, légataires et ayants-droit aussi longtemps que la Banque n'aura pas reçu une notification écrite de la survenance d'un tel événement ;
- 21.b une réclamation ou objection tardive du Client ;

- 21.c l'attestation inexacte par le Mandataire d'un Client décédé quant à l'information donnée aux héritiers du déposant sur l'existence du mandat et l'indication inexacte par le Mandataire de l'identité des héritiers informés ;
- 21.d le défaut d'authenticité ou de validité des autorisations dont se prévalent les signataires, Mandataires, organes et représentants de personnes morales, ainsi que les représentants légaux des incapables, y compris des entreprises en faillite, en gestion contrôlée, en liquidation judiciaire ou frappées d'autres mesures de gestion contrôlée ou de redressement/concordat ou de liquidation prévues par la loi applicable ;
- 21.e le défaut d'authenticité de la signature d'ordres donnés à la Banque ;
- 21.f le défaut de présentation dans les délais requis de chèques et effets, l'omission ou le retard pour dresser protêt ;
- 21.g l'irrégularité des procédures d'opposition judiciaire ou extrajudiciaire ;
- 21.h l'omission de procéder ou de procéder correctement aux retenues fiscales applicables ;
- 21.i le choix d'un tiers chargé de l'exécution des ordres du Client, que ce tiers ait été choisi par le Client, la Banque, un correspondant, un centre de dépôt collectif ou un système de compensation ;
- 21.j l'exécution des ordres du Client par un tiers choisi par le Client, la Banque, un correspondant, un centre de dépôt collectif ou un système de compensation ;
- 21.k les lois, usages, règles ou conventions applicables aux correspondants, centre de dépôt collectif ou systèmes de compensation, ou par tout autre lien pouvant venir à exister entre le Client et une autorité étrangère ;
- 21.l le manquement par le Client à son obligation de remplir ou de remplir correctement les questionnaires que la Banque peut être amenée à lui présenter dans le cadre de leurs relations ou de fournir et de mettre à jour les informations décrites à l'article 2 des présentes Conditions Générales permettant à la Banque d'évaluer le caractère approprié ou l'adéquation du service fourni ou de l'ordre à traiter ;
- 21.m le manquement par le Client de se conformer à toutes les dispositions légales ou réglementaires de son pays de résidence ou à toute autre disposition applicable; notamment le manquement par le Client de respecter les dispositions fiscales ou autres qui lui sont applicables, d'effectuer les formalités et déclarations requises et de veiller à ce que les opérations demandées à la Banque soient conformes aux obligations auxquelles il est assujéti ;
- 21.n toute information commerciale donnée, transmise ou reçue de bonne foi. La Banque n'assume qu'une obligation de moyens concernant ses propositions ou ses recommandations d'instruments financiers, non conçus par elle et pour lesquels elle a mis tout en œuvre pour obtenir les renseignements nécessaires, notamment sur leur marché cible ;
- 21.o le défaut de livraison ou la livraison tardive non imputable à la Banque de titres achetés pour compte du Client ;
- 21.p le défaut de réception par le Client des communications de la Banque ou toutes autres conséquences pouvant résulter de la prise en compte des instructions du Client concernant les modes de communi-

cation autorisés, l'envoi ou la conservation de son courrier ou l'octroi d'un droit de regard ;

- 21.q l'utilisation d'un moyen de communication à distance comme par exemple le téléphone, la télécopie, ou tout autre moyen de communication électronique ou l'utilisation de moyens de connexion tels que le certificat LuxTrust 'Signing Server' (Token Classic, LuxTrust Scan ou LuxTrust Mobile) notamment dans le cadre des transactions et consultations à distance via E-Banking ;
- 21.r tout événement généralement quelconque d'ordre politique, économique ou social, de nature à troubler, désorganiser ou interrompre totalement ou partiellement les services de la Banque ou ceux de ses correspondants nationaux ou étrangers alors même que ces événements ne seraient pas de force majeure ;
- 21.s toute exécution d'une transaction, à la demande du Client, alors même que la Banque l'estime non appropriée pour le Client, compte tenu de ses connaissances et de son expérience du marché ;
- 21.t toute divulgation d'information conformément à ses obligations légales. La Banque, d'une façon générale, ne répond dans ses relations avec le Client que de sa faute grave ;
- 21.u les actions que le Client ou tout tiers entreprendrait sur base ou à la suite d'un service en planification financière ou autres fourni par la Banque. Dans le cadre notamment d'un service en planification financière, la Banque n'est tenue qu'à une obligation de moyens.
- 21.v le défaut de transmission d'informations ou la communication d'une déclaration fautive ou erronée du Client, de ses représentants, de ses Mandataires, de ses héritiers, de ses légataires et de ses ayants-droit.

22. Traitement et protection des données personnelles

La Banque collecte et traite des données personnelles conformément à sa politique en matière de protection et traitement des données à caractère personnel (ci-après la "Politique"), faisant partie intégrante des présentes Conditions Générales.

Le Client autorise la Banque à mettre sur tout support les données personnelles se rapportant à lui ou en relation avec son compte ou sa relation bancaire fournies à la Banque par le Client ou pour son compte. Le bon fonctionnement d'un compte ou de la relation bancaire exige une documentation complète et à jour. Le refus de communiquer celles-ci à la Banque et l'interdiction qui lui serait faite d'avoir recours à ces techniques de traitement feraient obstacle à une entrée en relation ou au maintien des relations existantes avec la Banque.

Le Client marque son accord sur l'enregistrement, l'utilisation et le traitement de ses données personnelles en vue de respecter toute disposition légale ou réglementaire applicable et notamment en vertu de la Politique.

Le Client reconnaît que la Banque demeure libre d'utiliser les données le concernant dans l'exécution de sa mission et dans le cadre de son service à sa clientèle. Elle peut les utiliser et les transférer à toutes fins en rapport avec les droits et obligations de la Banque envers le Client et notamment en rapport avec l'exécution de services d'investissement et/ou d'instructions qu'elle reçoit de la part du Client ou pour son compte. Les données à caractère personnel incluses dans des virements, telles que le numéro de compte IBAN, le nom et l'adresse du

Client, font l'objet de traitements par la Banque et d'autres intermédiaires spécialisés et notamment SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) qui traitent toutes les informations nécessaires à l'exécution correcte du paiement ou de la transaction. Ces traitements peuvent être effectués dans des centres établis dans d'autres États européens et aux États-Unis qui les traitent conformément à la réglementation locale. Ceci a entre autres pour conséquence que les autorités des États-Unis ou des autres pays européens peuvent demander accès aux données à caractère personnel qui sont détenues par ces centres dans le contexte de lutte contre le terrorisme.

Quand le Client donne instruction à la Banque d'effectuer un virement ou toute autre opération, il donne par la présente son consentement exprès à ce que tous les éléments d'informations qui sont nécessaires pour l'exécution correcte du virement puissent être communiqués au Luxembourg ou à l'étranger et puissent faire l'objet d'un traitement, tant au niveau national qu'international en dehors du Luxembourg et puissent être communiqués au bénéficiaire.

Dans le cadre de l'exécution de ses obligations liées aux contrats respectifs et services liés, ou en vertu d'une obligation légale ou réglementaire, la Banque, ou tout destinataire des données personnelles listé ci-après, peut, dans la limite des dispositions législatives et réglementaires applicables, transférer des données personnelles aux sociétés appartenant au groupe dont fait partie la Banque, à toute autorité locale ou étrangère, à des personnes tierces, prestataires de services externalisés (outsourcing), intermédiaires, compagnies d'assurance prestataires de service et tout autre destinataire de données personnelles et sous-traitant dont l'intervention est nécessaire dans le cadre de l'exécution des contrats et des services liés. Certains de ces destinataires des données peuvent être situés en dehors de l'Union européenne. Dans le but de garantir la confidentialité des données et le respect des droits des personnes concernées par les traitements, la Banque s'efforce d'encadrer ces transferts en dehors de l'Union européenne afin de garantir que ces transferts de données personnelles correspondent entièrement aux exigences européennes requises depuis l'entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles.

Le secret des affaires, hormis le cas où il existe une obligation légale contraignante, s'oppose à ce que la Banque se fasse l'intermédiaire pour la collecte et la transmission de ces informations à des tiers, si ce n'est sur instruction formelle du Client. Par exception à ce qui précède, le Client donne d'ores et déjà instruction formelle à la Banque de fournir toute information requise par des autorités ou organes, mêmes étrangers, sur ou en rapport avec des instructions de sa part, et ce conformément aux réglementations ou usages applicables à ces instructions ou à l'exécution de celles-ci.

Par ailleurs, le Client reconnaît et accepte que la Banque est légalement tenue de reporter certaines informations sur ses avoirs détenus et/ou revenus perçus et/ou produits bruts de cession réalisés et sur les transactions sur instruments financiers⁴ réalisées par le Client auprès de la Banque et/ou fournir des documents le concernant, de manière automatique ou sur demande, aux autorités fiscales compétentes, aux autorités de contrôle compétentes ou sur ordre des juridictions civiles ou pénales compétentes, conformément aux règle-

⁴ Définis par la Réglementation MiFID II et le Règlement (UE) n°600/2014 du parlement européen et du conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers (la « Réglementation MiFIR »)

ments européens et conventions internationales et la législation nationale applicables au Grand-Duché de Luxembourg. Conformément au règlement général sur la protection des données, le Client dispose d'un droit d'accès et de rectification relatif aux données à caractère personnel le concernant. Il dispose également, sur motifs légitimes, d'un droit d'opposition à leur traitement et d'effacement de ses données personnelles. Par ailleurs, il dispose d'un droit à la portabilité de ses données sous un format libre et ouvert. Afin de pouvoir garantir le respect des présentes dispositions ainsi que l'exercice par le Client de ses droits, la Banque a désigné un délégué à la protection des données. Le Client voulant exercer les droits précités devra s'adresser au délégué à la protection des données suivant les modalités reprises dans la Politique.

Les données personnelles du Client seront conservées par la Banque pour les besoins de leur traitement et pendant la période requise par la loi ou prévue par les présentes Conditions Générales, y compris par la Politique.

Le Client déclare avoir pris connaissance et accepter explicitement que ses données personnelles soient traitées selon les modalités décrites dans la présente clause.

En cas de modification postérieure des dispositions législatives et réglementaires applicables, le Client marque son accord sur l'enregistrement et l'utilisation de ses données personnelles en vue de satisfaire aux nouvelles obligations qui lui incomberaient.

23. Modification et validité des Conditions Générales

La Banque peut modifier à tout moment les présentes Conditions Générales. La Banque informera le Client de ces modifications par une notification écrite communiquée par tout moyen, y compris par l'indication sur un site Internet.

Les modifications des présentes Conditions Générales entreront en vigueur :

- immédiatement ou à la date indiquée dans la notification, lorsque les modifications concernent les taux débiteurs ou créditeurs, des changements législatifs ou réglementaires, ainsi que des usages de la place et de la situation de marché ou de la politique de la Banque ;
- sous réserve du point suivant, 30 (trente) jours après leur notification, lorsque les modifications concernant des dispositions contractuelles. Ces modifications seront considérées comme approuvées si le Client n'y fait pas opposition par écrit. Cette opposition devra parvenir à la Banque dans un délai de 30 (trente) jours à compter de l'envoi de la notification.
- 2 (deux) mois après la notification au Client Consommateur des modifications concernant des dispositions relatives aux services de paiement. Les modifications seront considérées comme approuvées par le Client, si celui-ci n'a pas notifié son opposition avant la date d'entrée en vigueur de ces modifications. En cas d'opposition du Client à ces modifications, les parties seront en droit de mettre fin par écrit à leurs relations d'affaires ou au produit ou service impacté par les modifications. Cette résiliation s'effectue, sauf disposition contraire, sans frais et avec effet immédiat.

La nullité ou l'inapplicabilité de l'une des clauses des présentes Conditions Générales n'affectera pas la validité des autres clauses qui demeureront applicables. Le Client peut demander à tout moment de recevoir sur support papier ou

par voie électronique la version en vigueur, au moment de sa demande, des présentes Conditions Générales.

24. Lieu d'exécution des obligations

Sauf stipulation contraire expresse, le siège de la Banque à Luxembourg est le lieu d'exécution des obligations de la Banque envers le Client et du Client envers la Banque.

25. Enregistrement des communications

Conformément à la législation et la réglementation en vigueur, le Client reconnaît et accepte que la Banque procède à l'enregistrement et à la conservation des rapports d'entretien et des communications téléphoniques et électroniques en lien avec tout service fourni, toute activité exercée et toute transaction effectuée par la Banque pour le compte du Client.

Le Client a la faculté d'obtenir une copie de l'enregistrement le concernant sur demande formulée par écrit à la Banque, indiquant la date et l'heure précise de l'enregistrement.

La Banque peut conserver les enregistrements en conformité avec la réglementation en vigueur pour une durée maximale de dix ans. Les enregistrements feront preuve en cas de contestation, notamment afin de fournir la preuve d'une transaction ou de toute autre communication.

Le défaut d'enregistrement ou de conservation ne pourra pas être invoqué par le Client à l'encontre de la Banque.

26. Confidentialité des informations

Toute information relative au compte du Client et aux opérations qui y sont liées sera traitée de manière confidentielle par la Banque, sous réserve des dispositions de l'article 22 des présentes Conditions Générales. Sauf disposition législative contraire, une telle information ne sera divulguée par la Banque qu'au Client ou en conformité avec les instructions de celui-ci.

Afin de garantir cette confidentialité, la Banque se réserve le droit de retenir des informations qui lui auront été demandées si elle estime que l'auteur de la demande ou le bénéficiaire de l'information n'a pas droit à une telle information.

Sauf en cas de faute grave de sa part, la Banque n'encourt aucune responsabilité envers le Client concernant la préservation de la confidentialité des informations sur le compte.

27. Comptes en monnaies étrangères

La Banque détient pour le compte du Client les avoirs en monnaies étrangères auprès de correspondants, de centres de dépôt collectif ou de systèmes de compensation, soit dans le pays de la monnaie, soit ailleurs. Ces avoirs sont soumis aux impôts, restrictions, retenues et autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le pays du correspondant, du centre de dépôt collectif, du système de compensation ou dans des pays tiers, ainsi qu'aux risques d'événements de force majeure, de soulèvement ou de guerre ou à d'autres actes extérieurs à la Banque dont le Client supporte les effets économiques ou de droit.

Sans préjudice des dispositions de l'article 14 des présentes Conditions Générales relatives à l'unicité de compte et à la compensation, la Banque remplit ses obligations dans la monnaie dans laquelle le compte est libellé. Le Client ne peut pas exiger la restitution des avoirs dans une monnaie

autre que celle dans laquelle ses avoirs sont libellés, sans préjudice d'une éventuelle réglementation de change applicable.

En cas d'indisponibilité de la monnaie concernée, la Banque peut, sans y être obligée, remettre les fonds dans le montant correspondant en devise nationale, toutes pertes et frais notamment de change étant à la charge du Client.

La Banque exécute valablement ses obligations résultant de comptes en monnaies étrangères en procédant aux écritures de crédit ou de débit dans le pays de la monnaie auprès d'une banque correspondante ou auprès de la banque désignée par le Client. Dans tous les cas, le Client supporte le risque d'insolvabilité de la banque correspondante.

28. Crédits et débits de montants en monnaies étrangères

La Banque peut créditer ou débiter n'importe quel compte ou sous-compte du Client et même, le cas échéant, ouvrir un nouveau compte ou sous-compte lorsque le Client ne possède pas un compte dans la monnaie de l'opération ou lorsque le crédit est insuffisant dans la monnaie de l'opération.

29. Comptes de métaux précieux

Lors d'achats de métaux précieux, la Banque peut, à son choix, en l'absence d'instruction contraire du Client, soit demander la livraison physique et placer le métal en dépôt collectif même auprès de tiers pour compte du Client, soit renoncer à la livraison et traiter l'opération en compte métal.

Moyennant l'accord préalable de la Banque, les métaux précieux peuvent être physiquement détenus au nom du Client dans un dépôt ségrégué au caveau de la Banque. Cette position peut faire l'objet d'un retrait physique par le Client ou d'une livraison physique vers une autre banque (les frais sont disponibles sur demande). Au cas où le Client souhaite vendre sa position, des frais et délais additionnels ainsi que le paiement d'une prime de liquidité seront nécessaires pour la livraison vers une contrepartie de la Banque qui exécutera l'opération. La Banque ne sera pas responsable au cas où la vente de métaux précieux, qui étaient détenus au caveau de la Banque pour le compte du Client, est refusée par la contrepartie de la Banque en raison d'une faute restée jusque-là non détectée.

Le Client devra justifier les retraits et versements de métaux précieux d'une contrevaletur supérieure à 250.000,- EUR.

Dans le cas d'opérations en compte métal, les quantités de métal sont créditées ou débitées sur un compte métal ouvert au nom du Client dans les livres de la Banque. Le Client possède alors contre la Banque une créance en livraison du solde des quantités comptabilisées. Le Client peut demander la livraison physique aux conditions auxquelles la Banque peut elle-même obtenir cette livraison. Toute position en métaux précieux que le Client détient auprès de la Banque sur un compte métal et qui est déposé auprès d'un sous-dépositaire peut à tout moment être vendue aux conditions du marché habituelles ou être transférée vers une autre banque, mais ne peut pas faire l'objet d'une livraison physique. Le Client qui demande la livraison physique devra vendre la position et acheter les métaux physiques. Le Client sera alors soumis aux frais liés aux deux opérations. Un compte métal détenu auprès de la Banque est comparable à un compte en espèces.

Lors de livraisons physiques, la Banque perçoit des frais selon le tarif en vigueur. Les taxes éventuelles et les frais de correspondants au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger sont à la charge du Client.

30. Opérations et contrats à terme traités dans un marché ou une bourse à terme, concernant des titres, devises, métaux précieux, matières premières, indices et autres instruments financiers y compris toutes pratiques ou techniques que le marché a ou pourra développer ayant pour objet l'un des instruments énumérés ci-avant

Les dispositions de cet article s'appliquent dans le cas où le Client a l'intention d'investir par l'intermédiaire de la Banque, dans des opérations à terme, des options et des contrats à terme sur instruments financiers, des devises, des métaux précieux, des matières premières, des indices et autres instruments financiers, et dans des instruments financiers visés par la Réglementation MiFID II (les « Contrats ») ou d'obtenir des services d'investissement en relation avec ces Contrats.

Ces Contrats seront régis par les lois et réglementations, coutumes, usages et autres directives applicables aux marchés et bourses respectifs ou élaborés par les associations professionnelles.

Ainsi, le Client qui a l'intention de traiter, par l'intermédiaire de la Banque mais pour son propre compte et à ses risques et périls, des Contrats y compris toutes pratiques ou techniques que le marché a ou pourra développer ayant pour objet l'un des instruments énumérés déclare être conscient :

- **du haut degré de risque et de volatilité associé à de telles opérations et en accepte l'entière responsabilité. Le Client a conscience de l'effet de levier de ces instruments qui peut conduire non seulement à des bénéfices substantiels, mais aussi à des pertes importantes.** Dans le pire des cas, il ne perdra pas seulement le versement initial, mais également les versements complémentaires qu'il aura effectués. Dans le cas où un Contrat devrait être liquidé à perte ou ne pourrait pas être conduit à terme, il sera tenu de supporter en plus les pertes correspondantes. D'une manière générale, il reconnaît avoir compris et accepté que, dans le pire des cas, il risque de perdre plus que le montant de ses investissements ;
- **que seuls les Clients disposant des connaissances nécessaires et d'une situation financière saine devraient s'engager dans des Contrats sur ces marchés.** Les Contrats ainsi effectués sont régis par les « règles et usances » et autres directives des marchés et bourses à terme respectifs. Le Client confirme qu'il connaît ces « règles et usances », ainsi que la législation et les conditions des bourses ou marchés négociant les Contrats.

En particulier, le Client reconnaît que dans certaines circonstances particulières du marché, il peut être difficile, voire impossible de liquider des positions, notamment il reconnaît que :

- le placement de « stop loss orders » ou de « limit orders » ne garantit pas que la position pourra être liquidée avec une perte déterminée et que, dans cette mesure, le risque soit limité. Des conditions particulières sur le marché peuvent rendre l'exécution de tels ordres impossible;
- une « spread-position » n'implique pas forcément un risque moindre qu'une « long position » ou une « short position ».

Tous ces investissements seront réalisés pour le bénéfice et aux risques exclusifs du Client qui décharge formellement la Banque de toute responsabilité, sauf en cas de faute grave de sa part, commise à l'occasion de l'exécution ou de la non-exécution des ordres reçus du Client. De même, il décharge expressément la Banque de toute responsabilité quant à la qualité et à la performance de tous les avoirs et investissements qu'il a transférés à la Banque, au moment de l'ouverture du compte ou ultérieurement.

La Banque exécutera les ordres transmis en temps utile par le Client suivant les usages des bourses ou marchés sur lesquels sont traités ces Contrats. Le Client comprend que la Banque puisse ne pas avoir d'accès direct aux différents marchés sur lesquels sont traités les Contrats et doit s'en remettre à des agents de change, dépositaires, correspondants ou autres intermédiaires qui peuvent avoir été sélectionnés uniquement pour cette opération. Il dispense formellement et expressément la Banque du suivi des Contrats et n'attend aucun conseil de la Banque pour le maintien, la vente, la couverture ou des additions aux Contrats.

La Banque se réserve le droit de ne pas accepter des ordres du Client sur certains marchés et bourses ou certains types de Contrats en en avertissant le Client. La Banque ne peut en aucun cas être responsable des dommages qui résulteraient directement ou indirectement de ce refus.

Le Client doit fournir les garanties nécessaires, telles qu'exigées et déterminées par la Banque, pour assurer la bonne fin des Contrats. L'ensemble de tous les engagements du Client est déterminant pour l'appréciation des garanties à fournir par le Client.

Le Client s'engage à veiller au maintien et à la reconstitution des garanties convenues, dont le montant doit correspondre à tout moment à la garantie exigée par la Banque. La Banque n'est pas obligée d'aviser le Client, de manière formelle ou autre, en cas d'insuffisance de garantie. En cas de doute sur la suffisance de garantie, le Client doit s'informer auprès de la Banque.

La Banque se réserve le droit de modifier le montant des garanties convenues à tout moment et sans préavis et de réclamer en conséquence des garanties supplémentaires. Lorsque le Client ne fournit pas, dans le délai qui lui a été imparti par la Banque, les garanties complémentaires demandées par la Banque, la Banque a le droit, mais non l'obligation, de prendre immédiatement ou ultérieurement, à tout autre moment qui lui conviendra, les mesures nécessaires pour reconstituer la couverture composée des garanties demandées. La Banque se réserve le droit, dans ce cas, de dénouer et liquider tout ou partie des Contrats conclus ou de réaliser les garanties fournies.

La Banque déterminera librement les Contrats à clôturer ou les garanties à réaliser. Si, pour ce motif, la Banque est obligée de liquider les positions en totalité ou en partie, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable des conséquences dommageables de l'opération.

S'il existe en même temps plusieurs Contrats ou plusieurs crédits couverts, l'ensemble de la position est déterminant pour l'appréciation des sûretés complémentaires à fournir par le Client. La Banque peut décider de manière discrétionnaire que des sûretés insuffisantes pour certains Contrats peuvent être compensées par des sûretés excédentaires pour d'autres.

Le Client veillera à transmettre à la Banque tous les ordres relatifs aux contrats à terme venant à échéance d'une manière ou d'une autre et dans un délai qui lui permette de les exécuter dans les temps requis.

Faute d'instruction contraire du Client reçues en temps utile, la Banque dénouera les Contrats dans les conditions prévues par les Contrats en question. À la clôture des Contrats, dans les cas où ceux-ci ou les usages des bourses ou des marchés sur lesquels sont traités les Contrats en question prévoient un « Cash Settlement », la Banque procédera à la liquidation des Contrats par compensation.

Le Client sait que le dernier jour d'exercice des droits d'option (« call ou put ») des différents produits dérivés varie selon l'émetteur et dépend du dépositaire. Il confirme qu'il s'informerait du dernier jour d'exercice de chaque opération. Les ordres d'exercice d'un droit d'option sont irrévocables et doivent être donnés à la Banque par le Client au plus tard à midi le jour de l'exercice.

À l'échéance, les options achetées strictement à parité (« at the money ») et en dehors des cours (« out of the money ») (c'est-à-dire sans valeur marchande de l'option) sont réputées abandonnées, sauf instructions contraires du Client dans les délais prévus. À l'échéance, les options achetées dans les cours (« in the money ») (c'est-à-dire avec une valeur marchande positive de l'option) peuvent être automatiquement exercées, sauf instructions contraires du Client dans les délais prévus.

En cas d'exercice du droit d'option, la détermination du Client qui a vendu des options s'effectue par un système de tirage au sort, adopté par la bourse, entre les vendeurs de contrats d'options de la même série ou par un autre système selon les règles de la bourse ou des marchés respectifs. La Banque imputera l'exercice de l'option à sa clientèle selon la méthode « First in, first out ». Le Client prend connaissance du fait que la Banque n'est souvent avertie par ses correspondants de l'exercice d'une option émise par son intermédiaire que quelques jours après l'échéance. Le Client s'engage donc à ne pas contester l'exercice qui lui serait notifié endéans les 7 (sept) jours ouvrés après l'échéance.

Les contrats d'option sur indices sont régis par le paiement en espèce de la différence entre le cours de liquidation de la bourse à la date d'expiration et le prix d'exercice. Les autres contrats d'options exercés se liquident par un achat respectivement une vente sur le marché de la valeur sous-jacente au prix d'exercice. Dans le cas où le Client ne détiendrait pas les valeurs sous-jacentes en portefeuille ou ne les aurait pas livrées à temps, la Banque achètera d'office pour compte du Client les valeurs sous-jacentes à livrer. Le Client lui donne par les présentes mandat exprès à cet effet.

Si les règles décrites plus haut devaient être modifiées en raison d'un changement dans les usages applicables aux Contrats concernés ou dans les règles appliquées par l'un ou l'autre marché, les nouvelles règles feront partie mutatis mutandis des présentes Conditions Générales, même en l'absence d'une modification formelle, sans toutefois que les obligations ou la responsabilité de la Banque ne soient augmentées de ce chef.

31. Dépôts de titres et autres valeurs

La Banque est autorisée à faire garder les valeurs remises en dépôt pour le compte et aux risques exclusifs du Client auprès de correspondants ou de centres de dépôt collectifs ou systèmes de compensation choisis par elle au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger. Dans ce cas, la Banque sera uniquement responsable pour faute grave dans la sélection de ce tiers.

Les droits du Client sont déterminés par les lois, conventions et usages applicables au dépôt auprès des correspondants, centres de dépôt collectifs ou systèmes de compensation.

Dès la mise en dépôt des instruments financiers, la Banque se charge du détachement des coupons, de la vérification des tirages, des échanges et renouvellements d'instruments financiers, des remboursements et augmentations de capital et d'autres opérations similaires, pour autant que ces opérations aient fait l'objet d'une publicité suffisante. La Banque transmet aux Clients les informations reçues concernant des opérations sur titres. La Banque peut procéder à des actes d'administration pour le compte et aux risques exclusifs du Client. Ainsi, elle peut, sans y être obligée, exercer les droits attachés aux instruments financiers en dépôt, à l'exception du droit de vote sur des actions visé à l'article 9 de la directive 2004/109/CE (directive transparence) ou toute autre disposition à portée similaire. La Banque n'est cependant pas obligée de défendre les intérêts du Client liés aux instruments financiers inscrits en compte, même si elle est inscrite au registre des actionnaires pour compte du Client. Ainsi, la Banque n'a aucune obligation de soumettre une déclaration de créance ou de faire toute autre déclaration ou action (participation aux assemblées des créanciers/actionnaires etc.) dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité ou similaire. La Banque peut se délier valablement de toute obligation liée à ces instruments financiers en émettant au profit du Client et conformément aux dispositions en vigueur une attestation de détention de titres inscrits en compte.

Excepté dans l'hypothèse d'une faute grave de sa part, la Banque n'engage pas sa responsabilité en cas de retard ou d'omission dans l'exercice de ces fonctions.

Tous les crédits de coupons ou d'autres fonds remboursables sont effectués sous la réserve expresse de l'encaissement de leur valeur intégrale.

La Banque est autorisée à débiter d'office le compte du Client de la contre-valeur, majorée de tous les frais et différences de cours, des coupons et autres fonds remboursables qui n'auraient pas pu être encaissés pour leur valeur intégrale pour un motif quelconque.

Sauf instructions contraires du Client notifiées à la Banque en temps utile, le produit net des coupons payables et autres fonds remboursables est porté d'office au crédit du compte du Client dans la devise correspondante. Lorsqu'il n'existe pas de compte dans la devise correspondante, la Banque se réserve la faculté soit d'ouvrir un tel compte, soit de convertir le produit net en une devise de son choix correspondant à un compte du Client.

En cas de perte des titres en dépôt auprès de la Banque (et qui n'ont pas été déposés auprès de correspondants ou de centres de dépôt collectifs ou systèmes de compensation), la Banque restituera des titres de même valeur ou indemniserà le déposant de la contre-valeur, sauf en cas de force majeure où la Banque est libérée de toute obligation.

32. Prêt de titres

Le Client a la possibilité d'accorder à la Banque le droit d'utiliser ses instruments financiers dans le cadre d'un prêt de titres. A cet effet, une convention spéciale entre le Client et la Banque précisera les conditions et la rémunération applicables.

33. Lettres de change, billets à ordre, chèques et autres titres

Le Client s'engage à informer immédiatement la Banque de la perte, du vol ou d'une possible utilisation frauduleuse des moyens de paiement délivrés par la Banque (chèques, cartes de débit et de crédit ou autres moyens de paiement).

Le Client assume toutes les conséquences pouvant résulter d'un vol ou d'une utilisation frauduleuse de ces moyens de paiement.

Tous les moyens de paiement délivrés restent la propriété de la Banque et doivent lui être restitués à première demande. La Banque se réserve le droit de charger un tiers de son choix de l'administration de ses cartes de crédit et de débit.

Lorsque la Banque procède à l'encaissement d'effets, de chèques ou d'autres titres pour compte du Client, celui-ci reste garant vis-à-vis de la Banque du paiement effectif de ce papier-valeur même dans le cas où la Banque, ayant déjà crédité le compte du Client, ne reçoit pas les fonds ultérieurement ou que, les ayant reçus, elle doit les restituer pour quelque raison que ce soit. Jusqu'au complet remboursement du solde débiteur éventuel du Client, la Banque conserve contre tout obligé les droits découlant dudit papier pour son montant principal augmenté des accessoires, en vertu du droit cambiaire ou d'autres prétentions. Elle possède dans tous les cas un droit de recours contre le Client. En outre, le montant des avances que la Banque aurait consenties sur du papier commercial remis à l'encaissement (crédit direct sauf bonne fin) peut être mis à charge du remettant, avec les frais encourus, si le papier revient impayé. La Banque a la faculté, mais non l'obligation, de faire procéder aux frais du Client aux formalités de protêt et autres, même après l'expiration des délais légaux.

La Banque décline toute responsabilité quant à la présentation dans les délais requis de chèques et effets et elle ne garantit pas la levée des protêts dans les délais légaux.

34. Expédition d'objets de valeur

Toute expédition au Client d'espèces, valeurs mobilières ou autres valeurs quelles qu'elles soient est effectuée exclusivement aux frais et aux risques et périls du Client, qui décharge la Banque de toute responsabilité à cet égard. La Banque peut souscrire, aux frais du Client, une assurance afin de couvrir ces expéditions, mais elle ne sera pas tenue de le faire à moins qu'elle n'en ait reçu l'ordre formel du Client par écrit. En cas de sinistre, la Banque payera au Client les indemnités versées effectivement par la compagnie d'assurance après les déductions applicables.

35. Coûts et Frais liés

La Banque informe le Client des coûts et frais liés ainsi que de toute autre charge, commission ou dépense en rapport avec l'acquisition d'un instrument financier ou d'un service d'investissement au moyen notamment de brochures tarifaires remises au Client lors de la signature des présentes Conditions Générales.

36. Retrait et dépôt d'espèces

Pour les retraits d'espèces dépassant la limite de 10.000 euros ou la contre-valeur en devise, la Banque peut exiger du Client un préavis de 24 heures. Ce délai peut être porté à 48 heures pour les sommes dépassant 50.000 euros ou la contre-valeur en devise.

La Banque est en droit de réclamer tout justificatif (factures, documents contractuels...) concernant l'opération de retrait ou de dépôt d'espèces. Le Client s'engage à fournir à la Banque les justificatifs demandés et décharge la Banque de toute responsabilité à cet égard.

Les Parties conviennent que la Banque a le droit de se libérer de son obligation de restitution de fonds par tout autre moyen, notamment par un virement.

Le Client déclare être informé qu'une déclaration doit être déposée à l'Administration des douanes et accises dans le cas où il souhaite faire sortir du territoire du Grand-Duché de Luxembourg des espèces ou instruments négociables au porteur d'une valeur égale ou supérieure à 10.000 euros ou la contre-valeur en devise⁵.

37. Défaut

Le Client reconnaît qu'un tiers peut, dans certaines circonstances, donner un nantissement en faveur de la Banque pour garantir solidairement toutes les obligations présentes et à venir, échues ou non, conditionnelles ou certaines du Client.

Le Client accepte que dans le cas où un tel nantissement a été donné à la Banque, la Banque puisse déclarer les obligations du Client échues et payables si ce tiers ne remplissait pas ses engagements vis-à-vis de la Banque.

38. Politique de gestion des conflits d'intérêt

La politique de la Banque en matière de gestion des conflits d'intérêts est disponible sur demande et a pour objectif de définir toutes les mesures raisonnables mises en œuvre afin d'identifier les conflits d'intérêts potentiels ou avérés entre les intérêts de la Banque (y compris les membres de ses organes de supervision et de gestion, et ses salariés) et ses Clients, ainsi qu'entre les intérêts de deux ou plusieurs Clients ; et/ou ses parties liées, y compris les entités du groupe ; et/ou ses tiers sous-traitants.

Cette politique énonce les principes généraux applicables en matière de conflits d'intérêts et détermine les dispositions organisationnelles mises en place au sein de la Banque visant à prévenir, identifier, encadrer, et signaler tout conflit d'intérêts qui porterait atteinte aux intérêts de la Banque et/ou aux tiers précités.

La Banque a mis en place une structure adéquate, des mesures et des procédures appropriées afin d'éviter toutes situations de conflits d'intérêts pouvant résulter d'un service d'investissement, d'un service auxiliaire ou d'une combinaison de ces services. Toutes ces mesures sont adaptées à la structure et à l'activité de la Banque.

Afin de prévenir la circulation indue d'informations confidentielles ou privilégiées au sein de la Banque, une séparation de fonctions est assurée entre d'une part, l'activité de conseil et de gestion de portefeuille, et d'autre part, l'exécution et la comptabilisation des ordres pour les Clients de la Banque ou pour compte propre.

Ainsi, la Banque veille notamment à ce qu'une séparation de fonctions soit assurée entre les fonctions de recherches en investissement, conseil, gestion et négociation de conditions auprès de ses partenaires commerciaux.

La sélection des fonds et des valeurs qu'il convient de conseiller au Client ou qui font l'objet d'une décision d'investissement dans le cadre d'un mandat de gestion, est issue d'une

⁵ Selon la loi du 27 octobre 2010 portant organisation des contrôles de transport physique de l'argent liquide entrant au, transitant par le ou sortant du Grand-Duché de Luxembourg. Dans le cas où ces sommes sont amenées à quitter l'Union européenne, cette déclaration doit être déposée selon le règlement (CE) n°1889/2005 du 26 octobre 2005 relatif aux contrôles de l'argent liquide entrant ou sortant de la Communauté.

analyse quantitative et qualitative réalisée indépendamment de toute considération de commissions.

La Banque a notamment mis en place un registre des conflits d'intérêts, des règles et des procédures internes en vue d'éviter les situations de conflits d'intérêts afin d'assurer la protection et la primauté des intérêts de ses Clients.

La Banque assume une obligation de moyens et non une obligation de résultat.

Lorsque les dispositions mises en place ne suffisent pas à garantir, avec une certitude raisonnable, que le risque de porter atteinte aux intérêts du Client sera évité, la Banque informera clairement le Client avant d'agir en son nom.

Le cas échéant, la Banque s'assurera que la communication inclut une description spécifique du conflit d'intérêts se produisant dans le cadre de la fourniture des services d'investissement et/ou auxiliaires, tout en tenant compte de la nature du Client destinataire de la communication. La description explique la nature générale et, le cas échéant, les sources du conflit d'intérêts, ainsi que les risques encourus par le Client en conséquence des conflits d'intérêts et les mesures prises pour atténuer ces risques. Tout ceci suffisamment en détail pour permettre au Client de prendre une décision informée quant aux services d'investissement ou auxiliaires dans le contexte duquel se produit le conflit d'intérêts.

La Banque conserve un enregistrement de tout service qu'elle a fourni et de toute transaction qu'elle a effectuée conformément aux réglementations en vigueur afin de garantir le contrôle de ses obligations en matière de gestion des conflits d'intérêts.

39. Droits, commissions ou autres avantages monétaires

Les droits, commissions ou autres avantages monétaires versés ou perçus par la Banque en rapport avec un service d'investissement visent à améliorer la qualité du service fourni au Client, notamment en permettant l'accès à une gamme de produits élargis. La transmission d'ordre à un autre professionnel pour compte du Client ou la fourniture d'un service d'investissement ou d'un service auxiliaire au Client par la Banque, peut être rémunérée par une rétrocession de la commission du professionnel auquel l'ordre est transmis ou par la réception d'une rémunération ou d'un avantage de la part d'un tiers.

Conformément à la politique de gestion des conflits d'intérêts, les avantages non monétaires mineurs qui sont susceptibles d'améliorer la qualité du service fourni à un Client et dont la grandeur et la nature sont telles qu'ils ne peuvent être pas considérés comme empêchant le respect par la Banque de son devoir d'agir au mieux des intérêts du Client, sont exclus du présent article.

Afin de permettre au Client de bénéficier d'opportunités d'investissements diversifiés, la Banque lui offre une gamme étendue de produits, et notamment d'OPC « maison », « groupe » ainsi que des OPC de tiers dont elle assure la distribution. Dans le cadre d'OPC tiers, les commissions de gestion sont directement décomptées dans chaque OPC en fonction des tarifs définis dans les prospectus respectifs. Dans ce contexte la Banque peut recevoir une rétrocession de la commission de gestion d'Organismes de Placement Collectif (OPC) « groupe » ou de tiers pour les OPC sélectionnés proposés. Cette commission, versée de manière trimestrielle est basée sur la valorisation journalière des positions détenues par le Client.

Dans le cadre de transactions liées à l'exécution et/ou la réception et la transmission d'ordres en exécution simple visées à l'article 12 des présentes Conditions Générales ou à un conseil non rémunéré, la Banque peut être amenée à conserver tout ou partie de ces commissions. Tout conseil d'investissement est fait indépendamment de ces conventions signées et tous les OPC sélectionnés sont issus d'une analyse qualitative et quantitative détaillée, nécessitant une infrastructure détaillée et effectuée par des analystes, indépendamment de toute considération de commissions. Le montant exact de ces commissions reçues et conservées par la Banque, dépendant de la période de détention et de la valorisation des positions, sera communiqué au Client dans le rapport annuel des coûts et frais.

Dans le cadre de convention de conseil rémunéré ou de mandat de gestion, la Banque ne percevra plus de commission, et si, le cas échéant, elle devait en percevoir, ces dernières seraient entièrement reversées au Client.

La Banque peut également être amenée à rémunérer certains tiers, par exemple afin d'étendre son potentiel de clientèle ou dans une relation de fournisseur de services. Ces tiers ne disposent généralement pas de service de banque dépositaire ou n'offrent pas de services d'investissement que seul un établissement de crédit est habilité à fournir. Ces tiers remplissent un rôle de sélection vis-à-vis du Client, pour qui ils recherchent l'établissement financier qui pourra lui offrir le service qui correspond le mieux à ses attentes, mais également vis-à-vis de la Banque, à qui ils proposent des Clients qui rentrent dans son public cible. La Banque de son côté a mis en place des procédures internes tant de sélection de ces tiers que d'organisation afin de développer la relation à long terme et d'en préserver la stabilité. La rémunération de ces intermédiaires, qui dans la pratique sont des apporteurs d'affaires, peut notamment consister à leur payer une commission unique calculée sur base du montant des actifs apportés au moment de l'entrée en relation. Ce montant peut être étalé de manière à préserver la stabilité de la relation dans le temps.

40. Agrément et Surveillance

La Banque est un établissement de crédit de droit luxembourgeois, agréée par le Ministère des Finances du Gouvernement luxembourgeois, 3, rue de la Congrégation L-1352 Luxembourg sous le n° 27077 et soumise à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF), 283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

41. Système de garantie

La Banque est membre du FGDL (Fonds de Garantie des Dépôts Luxembourg). Le Client bénéficie ainsi de la protection accordée par la loi du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement qui vise à instituer un fonds de garantie des dépôts financé ex ante et a pour objet principal d'assurer le remboursement des déposants en cas d'indisponibilité de leurs dépôts. Dans les limites prévues par la loi, le FGDL rembourse l'ensemble des dépôts éligibles d'un même déposant jusqu'à concurrence d'un montant d'une contrevaletur de 100.000 euros. Le calcul du montant remboursable ne peut être établi qu'après compensation entre les dettes échues à l'égard de la Banque et les créances du Client envers la Banque.

Les documents relatifs aux conditions et formalités à remplir pour bénéficier d'un remboursement au titre de la garantie peuvent être obtenus sur le site internet www.fgdl.lu ou

auprès du FGDL, 283, route d'Arlon à L-1150 Luxembourg, Adresse postale : L-2860 Luxembourg.

Par ailleurs, le Client accuse réception de la fiche d'information sur la garantie des dépôts (annexe aux présentes Conditions Générales).

42. Droit applicable et for

Dans la mesure où il n'y est pas dérogé par les présentes Conditions Générales ou par des conventions spéciales, les relations entre le Client et la Banque sont soumises au droit luxembourgeois.

Les lois et réglementations citées dans les présentes Conditions Générales sont considérées dans leur dernière version en vigueur.

Les litiges éventuels entre le Client et la Banque seront soumis à la juridiction exclusive du tribunal luxembourgeois compétent dans le ressort duquel se trouve le siège de la Banque (auprès duquel le compte est ouvert).

La Banque se réserve toutefois le droit d'attirer le Client devant le tribunal dans le ressort duquel se trouve le domicile de celui-ci ou devant tout autre tribunal compétent à défaut de l'élection de juridiction qui précède.

Information sur la protection des dépôts

La protection des dépôts effectués auprès de Banque de Luxembourg, société anonyme, est assurée par :	Fonds de Garantie des Dépôts Luxembourg (système responsable de la protection de votre dépôt)
Plafond de la protection :	100.000 euros par déposant et par établissement de crédit (1)
Si vous avez plusieurs dépôts dans le même établissement de crédit :	Tous vos dépôts dans le même établissement de crédit sont « agrégés » et le total est plafonné à 100.000 euros (2)
Si vous détenez un compte joint avec une ou plusieurs autres personnes :	Le plafond de 100.000 euros s'applique à chaque déposant séparément (2)
Délai de remboursement en cas de défaillance de l'établissement de crédit :	7 (sept) jours ouvrables (3)
Monnaie du remboursement :	Euro
Correspondant :	Fonds de Garantie des Dépôts Luxembourg 283 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg Adresse postale : L-2860 Luxembourg Tél. : (+352) 26 25 1 - 1 (central) Fax : (+352) 26 25 1 - 2601 info@fgdl.lu
Pour en savoir plus :	www.fgdl.lu

Informations complémentaires**(1) Limite générale de la protection**

Si un dépôt est indisponible parce qu'un établissement de crédit n'est pas en mesure d'honorer ses obligations financières, les déposants sont remboursés par un système de garantie des dépôts. Le remboursement est plafonné à 100.000 euros par établissement de crédit. Cela signifie que tous les dépôts auprès d'un même établissement de crédit sont additionnés afin de déterminer le niveau de garantie. Si, par exemple, un déposant détient un compte d'épargne dont le solde s'élève à 90.000 euros et un compte courant dont le solde s'élève à 20.000 euros, son remboursement sera limité à 100.000 euros.

Dans les cas visés à l'article 171, paragraphe 2 de loi du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement, les dépôts sont garantis au-delà de 100.000 euros, auquel cas ils sont garantis jusqu'à un plafond de 2.500.000 euros. Pour en savoir plus : www.fgdl.lu

(2) Limite de protection des comptes joints

En cas de comptes joints, le plafond de 100.000 euros s'applique à chaque déposant. Cependant, les dépôts sur un compte sur lequel deux personnes au moins ont des droits en leur qualité d'associé d'une société, de membre d'une association ou de tout groupement de nature similaire, non dotés de la personnalité juridique, sont, pour le calcul du plafond de 100.000 euros, regroupés et traités comme s'ils étaient effectués par un déposant unique.

(3) Remboursement

Le système de garantie des dépôts compétent est le Fonds de Garantie des Dépôts Luxembourg, 283 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Adresse postale : L-2860 Luxembourg, Tél. : (+352) 26 25 1 - 1 (central), Fax : (+352) 26 25 1 - 2601, info@fgdl.lu, www.fgdl.lu

Il remboursera vos dépôts (jusqu'à 100.000 euros) dans un délai maximal de 7 (sept) jours ouvrables. Si vous n'avez pas été remboursé(e) dans ces délais, veuillez prendre contact avec le système de garantie des dépôts, car le délai de présentation d'une demande de remboursement peut être limité. Pour en savoir plus : www.fgdl.lu

Autres informations importantes

En général, tous les déposants, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, sont couverts par le système de garantie des dépôts (« SGD »). Les exceptions applicables à certains dépôts sont indiquées sur le site internet du SGD compétent. Votre établissement de crédit vous indiquera aussi sur demande si certains produits sont garantis ou non. Si un dépôt est garanti, l'établissement de crédit le confirmera également sur le Relevé de Compte.

* Information de base extraite de la loi du 18 décembre 2015, relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement.

Les données à caractère personnel désignent toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après les « données personnelles »). A partir du 25 mai 2018, la Banque de Luxembourg (ci-après la « Banque ») veillera à traiter les données personnelles conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD »).

Cette politique en matière de protection et traitement des données à caractère personnel (ci-après la « Politique ») s'adresse à toute personne interagissant avec la Banque et l'informe de toutes les obligations de la Banque en sa qualité de responsable du traitement des données personnelles ainsi que des droits de ces personnes quant au traitement de leurs données personnelles. Elle fait partie intégrante des Conditions Générales de la Banque.

1. Les personnes concernées par le traitement des données personnelles (ci-après le « Client »)

La Banque traite des données personnelles de particuliers ou d'entités juridiques avec lesquels elle a, a eu ou est susceptible d'avoir une relation directe ou indirecte.

Les Clients

En sa qualité de responsable du traitement, la Banque traite des données personnelles se rapportant à chaque (co-)titulaire de compte et/ou (co-)locataire de coffre, à ses mandataires, ayants droit ou toute autre personne agissant en qualité de représentant de ces derniers. En ce qui concerne les Clients personnes morales, la Banque sera amenée, le cas échéant, à traiter les données personnelles de toute personne associée à l'entité juridique, tels que les représentants, directeurs, administrateurs, employés ainsi que leurs bénéficiaires effectifs.

Les prestataires de service externes et sous-traitants

Dans le cadre de l'exécution du service/de la mission en question, la Banque peut être amenée à traiter, dans les limites légales et/ou conventionnelles ou lorsque ceci est nécessaire, les données personnelles relatives à leurs prestataires de service externes ou sous-traitants, respectivement celles de leurs représentants et/ou employés susceptibles d'interagir avec la Banque.

Les visiteurs

La Banque collecte et traite des données personnelles des visiteurs accédant au site web ou à l'application mobile de la Banque ainsi que celles des visiteurs dans les locaux de la Banque.

Les tierces personnes

En fonction des circonstances, la Banque peut traiter les données de tierces personnes ayant un lien avec le Client. Le Client qui communique à la Banque des données personnelles relatives à des tiers, tels que les membres de sa famille, ses proches, les cautions, ses bénéficiaires, ses représentants/mandataire ou son employeur et ses représentants ou encore ses bénéficiaires effectifs, s'engage à informer ces tiers du traitement de leurs données par la Banque ainsi que de l'existence de cette Politique.

Les prospects ou Clients potentiels qui témoignent de l'intérêt envers les produits et services de la Banque

Dans le cadre de ses activités et dans les limites légales et/ou conventionnelles, la Banque peut conserver, utiliser et traiter des données personnelles relatives à des prospects ou des Clients potentiels témoignant de l'intérêt envers les produits et services de la Banque.

La Banque traite également les données personnelles des particuliers ayant un contact téléphonique avec la Banque.

2. La collecte des données personnelles

La Banque est susceptible de collecter des données personnelles sur le Client selon les modalités suivantes :

- lorsque le Client lui-même communique ses données personnelles par tous les moyens, y compris dans le cadre de mesures précontractuelles ;
- lorsque le Client a rendu ses données personnelles publiques par tous moyens ;
- lorsque les tierces parties transmettent à la Banque des données personnelles ;
- lorsque la Banque obtient des données de sources externes dans le cadre de ses contrôles en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;
- lorsque le Client accède au site web ou à une application mobile de la Banque ;
- lorsque le Client visite les locaux de la Banque ou a un contact téléphonique avec la Banque.

3. Les catégories de données personnelles traitées par la Banque

En fonction de la finalité poursuivie par la Banque, cette dernière peut être amenée à traiter différentes catégories de données personnelles du Client. Il peut s'agir de :

- données d'identification ;
- coordonnées de contact ;
- détails personnels ;
- précisions sur l'activité, l'emploi et les études ;
- données sur la famille ;
- données d'identification bancaires et financières ;
- données financières ;
- données relatives à des transactions effectuées par le Client et à la situation financière du Client ;
- données relatives aux besoins du Client et à ses centres d'intérêt ;
- enregistrements téléphoniques et enregistrements des vidéos de surveillance ;

Aux fins de l'exécution des obligations de la Banque et dans la mesure du nécessaire, la Banque est susceptible de traiter des données sensibles, telles que des données relatives à la santé, les condamnations et infractions et l'exercice d'une fonction publique/politique, mais elle ne les traite jamais à des fins de marketing direct.

4. Les finalités des traitements des données personnelles

Dans la limite des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, la Banque sera amenée à traiter des données personnelles pour les finalités suivantes :

- la mise en œuvre, l'administration et la gestion du dossier Client (contrat et services) ainsi que sa mise à jour ;
- la gestion des comptes et des opérations de paiement ;
- l'exécution des contrats signés par le Client ;
- l'octroi et la gestion de crédits, y compris l'évaluation de la capacité de remboursement ;
- la location de coffres-forts ;
- l'amélioration continue et la personnalisation des services de la Banque ;
- la sécurité des personnes et des biens ;
- la réalisation d'études, d'analyses, de modèles et de statistiques (internes) ;
- l'administration et la gestion du risque ;
- la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme ainsi que de la fraude ;
- la mise en œuvre des obligations légales, telles que p.ex la Réglementation MIFID II, les obligations d'information précontractuelles, les obligations Know Your Customer ;
- répondre à toute demande légitime des autorités publiques, judiciaires ou de contrôle pour accéder aux données ;
- des raisons de preuve juridique en cas de litige.

A ces fins et dans les limites légales et réglementaires, les traitements réalisés par la Banque sont susceptibles de donner lieu à une prise de décision automatisée, y compris le profilage.

5. Les bases juridiques

La Banque traite les données personnelles uniquement dans l'un des cas suivants :

- sur la base de l'accord du Client ;
- dans la mesure où le traitement est nécessaire à l'exécution du contrat signé par le Client et des services liés, voire pour exécuter des mesures précontractuelles prises à la demande du Client ;
- afin de répondre à une obligation légale ou réglementaire ;
- sur la base de l'intérêt légitime de la Banque, en mettant en œuvre la préservation de l'équilibre entre les intérêts de la Banque et les intérêts du Client.

6. Les personnes ayant accès aux données personnelles

Dans le cadre de l'exercice de sa mission, la Banque est susceptible de transférer les données personnelles du Client aux catégories de tiers suivantes :

- les personnes désignées par le Client ;
- d'autres établissements de crédit ou professionnels du secteur financier auxquels la Banque fait appel ou dont les services sont nécessaires dans le cadre de l'exercice des services au Client;
- tout autre prestataire de service externe auquel la Banque fait appel dont les services sont nécessaires dans le cadre de l'exercice des services au Client.

La Banque veille à ce que les tiers auxquels elle fait appel pour fournir des services soient aussi soumis à une obligation légale d'utiliser les données personnelles avec soin. Ces destinataires des données personnelles peuvent agir en qualité de responsables de traitement ou de sous-traitants et sont tenus de respecter les obligations légales et/ou contractuelles en matière de protection des données personnelles, y compris le secret professionnel ou les obligations de confidentialité applicables.

Certains de ces destinataires des données peuvent être situés en dehors de l'Union européenne. Dans le but de garantir la confidentialité des données et le respect des droits des personnes concernées par les traitements, la Banque s'efforce d'encadrer ces transferts en dehors de l'Union européenne afin de garantir que ces transferts de données personnelles correspondent entièrement aux exigences européennes requises depuis l'entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles. Cependant, les autorités de ces pays pourraient, dans la limite des dispositions législatives et réglementaires applicables, demander accès à certaines données personnelles.

Dans certains cas, la loi oblige la Banque à partager des données personnelles du Client avec des tiers, tels que les autorités publiques, autorités fiscales, autorités de contrôle ou autorités judiciaires/d'instruction ou, le cas échéant, à des avocats, notaires, tuteurs ou réviseurs d'entreprise.

7. Les offres personnalisées

Soucieuse d'offrir au Client les meilleurs services et des services toujours plus pertinents et adaptés à ses besoins, ainsi qu'à des fins d'entretien et de développement de la relation avec le Client, la Banque est susceptible :

d'adresser au Client:

- des courriers réglementaires, informatifs ou commerciaux en lien avec le contrat signé et le service souscrit par le Client ainsi que les produits qu'il détient ;
- des analyses financières et économiques ;
- la newsletter de la Banque ;
- des publications thématiques à valeur ajoutée ;
- des invitations à des événements, conférences ou ateliers qui pourraient l'intéresser.

Le Client pourra à tout moment s'opposer, sans justification, à l'utilisation, la conservation et le traitement de ses données à des fins de marketing direct en contactant la Banque via les modalités décrites sous le point 8. ou à tout moment en cliquant sur le lien qui se trouvera sur chacune des communications envoyées électroniquement ou en retournant la partie y dédiée sur les communications envoyées par voie postale.

de faire usage du profilage, regroupant un ensemble de traitements automatisés des données personnelles des Clients ayant pour but de :

- rechercher et identifier dans une base de Clients des caractéristiques communes aux personnes susceptibles d'être intéressées par un produit ou un service bancaire particulier nouveau ou existant ;
- rechercher et identifier dans une base de Clients des groupes de personnes relativement homogènes en termes de produits détenus et/ou de comportements bancaires permettant une meilleure compréhension de la clientèle de la Banque ainsi qu'une personnalisation de son offre commerciale.

Les personnes concernées disposent d'un droit d'opposition au traitement de leurs données personnelles fondé sur le profilage.

8. Les droits du Client

Aux conditions et dans les limites prévues par les dispositions législatives et réglementaires, le Client dispose d'un certain nombre de droits relatifs au traitement de ses données personnelles, notamment:

- accéder à ses données personnelles traitées par la Banque ;
- demander la confirmation que les données personnelles sont ou ne sont pas traitées ;
- demander la rectification des données personnelles lorsque ces données sont inexactes ou incomplètes ;
- demander l'effacement de ses données personnelles pour des raisons légitimes ;
- demander la limitation du traitement de ses données personnelles pour des raisons légitimes ;
- demander la transmission de ses données personnelles à un tiers dans un format facilement lisible ;
- le droit de s'opposer pour des raisons légitimes à l'utilisation des données que la Banque collecte, conserve et traite.

Le Client pourra soumettre une demande d'exercice de ses droits repris ci-dessus en envoyant une demande écrite au Data Protection Officer (délégué à la protection des données) par courrier électronique à l'adresse dpo@bdl.lu et par courrier postal à l'adresse suivante :

Banque de Luxembourg
A l'attention du Data Protection Officer
14 boulevard Royal
L-2449 Luxembourg

Le Client dispose également du droit d'introduire auprès de la Commission Nationale pour la Protection des Données (www.cnpd.lu) une réclamation portant sur le traitement de ses données personnelles par la Banque.

9. La durée de conservation des données

La Banque pourra conserver les données personnelles pour une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités poursuivies par la Banque, à savoir 10 ans après la résiliation des relations contractuelles avec le Client. Pour des motifs légitimes et selon les circonstances, la Banque pourra conserver, dans la limite des dispositions législatives et réglementaires applicables, les données au-delà de la durée définie.